



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE
**L'Association des journalistes et
correspondants de Béjaïa
toujours au rendez-vous**

P.16



DÉCONSTRUCTION DE L'EMPIRE

**L'Algérie réagit aux stratégies
de nuisance dans la région
Maghreb-Sahel**

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 7 MAI 2023 // N°551 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

ENTREVUE DU PRÉSIDENT
TEBBOUNE AVEC LES
REPRÉSENTANTS DES
MÉDIAS NATIONAUX

**« Quiconque
commet une
faute doit
payer »**

Lire en page 3



LUTTE CONTRE LE TERRORISME
EN AFRIQUE

**L'Algérie a de tout temps
plaidé pour une
« nouvelle approche »**

P.3



UNE RÉCOLTE DE PLUS DE 677.000 QX
ATTENDUE À TOUGGOURT ET ADRAR

L'eldorado algérien

P.6



LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DU DÉVELOPPEMENT RURAL L'AFFIRME :

**« L'Algérie va continuer
d'importer de la viande
fraîche »**

P.6



PR BOUTALEB KOUIDER,
ÉCONOMISTE, À L'EXPRESS :

**« L'ensemble
de l'économie
mondiale
va ressentir
les effets de
l'accélération
de l'inflation »**

Pr Boutaleb Kouider est titulaire d'un doctorat
de 3^e cycle de l'Université de Lille, France,
(1982) et d'un doctorat en sciences
économiques de S.G.P.I.S. Varsovie, Pologne,
(1990). Il analyse de manière approfondie
l'impact de la guerre en Ukraine sur
l'économie mondiale. Concernant l'Algérie, il
explique que trois objectifs fondamentaux
doivent être poursuivis. Entretien.

Lire en pages 4 et 5



CAN U17

**Les Verts en quarts
de finale**

P.11



AHMED ATTAFF S'ENTRETIENT AVEC LE MINISTRE D'ÉTAT BRITANNIQUE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu vendredi avec le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, Lord Tariq Ahmad de Wimbledon. Le chef de la diplomatie algérienne effectue une visite à Londres pour représenter le président de la République Abdelmajid Tebboune, à la cérémonie de couronnement de Sa Majesté le Roi Charles III, indique un communiqué de ce ministère. « De prime abord, le ministre d'Etat a tenu à saluer la participation de l'Algérie à la cérémonie marquant l'accession au trône du nou-



veau souverain britannique », ajoute la même source citée par l'Agence officielle. Les deux ministres ont fait un tour d'horizon « des relations bilatérales et les perspectives de leur renforcement dans les domaines de l'énergie, du commerce, de la sécurité et de la

culture ». Ils ont convenu de « relancer le Groupe de travail conjoint pour le renforcement du cadre global de la coopération économique dans la perspective de bâtir un partenariat solide qui soit à la hauteur des potentialités économiques et humaines des deux pays »

AFRIPOL ACCEPTE D'INSCRIRE LA PROPOSITION DE L'ALGÉRIE CONCERNANT L'OBTENTION D'UN SIÈGE PERMANENT

Le comité exécutif du Mécanisme africain de coopération policière (Afripol) a accepté d'inscrire la proposition de l'Algérie par laquelle elle revendique un siège permanent, indique un communiqué de la DGSN. Prenant part, les 3 et 4 mai, aux travaux de la 11^e session du Comité de pilotage du Mécanisme de coopération policière de l'Union africaine, à Tunis, le directeur général de la



Sûreté nationale, Farid Bencheikh, a revendiqué un siège permanent pour l'Algérie. Il a également plaidé

pour « le strict respect des principes fondamentaux stipulés dans le statut d'Afripol ».

HADJ 2023

DES VOLS DIRECTS POUR LE TRANSPORT DES PÈLERINS À PARTIR DE L'AÉROPORT DE TAMANRASSET

Le ministère des Transports a annoncé jeudi dans un communiqué que l'aéroport de Tamanrasset (Aguenar-Hadj Bey Akhamouk) sera exploité pour le transport direct des hadjis vers les Lieux Saints durant la saison du Hadj 2023. « En application de la décision du président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune, et dans le cadre des préparatifs continus de la saison du Hadj 2023, le ministère des Transports annonce le renforcement de la liste des aéroports nationaux concernés par le transport des pèlerins vers les Lieux Saints via des vols directs à partir de l'aéroport de Taman-

rasset (Aguenar - Hadj Bey Akhamouk), précise le communiqué. Selon la même source, des vols directs pour le transport des hadjis depuis les wilayas de Tamanrasset et de Bordj Badji Mokhtar vers les Lieux Saints seront programmés au niveau de l'aéroport de Tamanrasset.

PRÉVENTION CONTRE LA DROGUE

UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a annoncé le lancement d'une plateforme numérique destinée à l'accompagnement des familles dans la prévention contre la drogue. Présidant une rencontre sur les mécanismes de prévention contre la drogue en milieu familial, la ministre a annoncé le lancement par son département d'une plateforme numérique pour l'accompagnement des familles dans la prévention contre la drogue, qui permettra notamment aux parents de soulever leurs préoccupations en la matière. Ce service numérique appelé « La famille

consulte » (El Aila Tastachir) permettra aux familles de bénéficier des orientations des cellules de proximité relevant du secteur de la Solidarité nationale, a expliqué Mme Krikou. Et d'ajouter que ce service vient concrétiser la stratégie tracée par la tutelle visant à moderniser l'administration en vue d'améliorer ses prestations à travers la mise en place de plateformes numériques, à l'instar des services offerts aux personnes aux besoins spécifiques et aux personnes âgées, l'objectif étant de prendre en charge les préoccupations soulevées par ces catégories sociales.

UNE BAGARRE ENTRE DES MEMBRES DE DÉLÉGATIONS RUSSE ET UKRAINIENNE LORS D'UN SOMMET EN TURQUIE

La tension était palpable, jeudi 4 mai, lors d'un sommet de l'Assemblée pour la coopération économique de la mer Noire à Ankara, en Turquie, rassemblant des délégations ukrainienne et russe. Alors que Kiev prépare sa contre-offensive contre Moscou, plus d'un an

après le début de l'invasion russe en Ukraine, des élus de chacune des délégations en sont venus aux mains. À l'origine de la bagarre : un drapeau. Comme on peut le voir dans une vidéo en tête de cet article, un député ukrainien est venu perturber l'interview d'une repré-

sentante de la délégation russe avec un drapeau de l'Ukraine, avant qu'un député russe ne vienne le lui arracher. Sans attendre, l'Ukrainien a sauté sur le Russe, pour lui donner des coups de poing. Des agents de sécurité ont dû intervenir pour les séparer.

TENSIONS FRANCE-ITALIE :

ROME EXIGE DES EXCUSES, PARIS CALME LE JEU

Les propos de Gérald Darmanin sur « l'incapacité » de Meloni à gérer les « problèmes migratoires » sont « une insulte vulgaire », juge la diplomatie italienne. « Une insulte vulgaire. » Vendredi 5 mai, le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani exige des excuses du ministre de l'Intérieur français Gérald Darmanin. La veille, ce dernier avait pointé l'incapacité de Rome à gérer la crise migratoire « C'est une insulte gratuite et vulgaire adressée à un pays ami,

allié » et « quand quelqu'un offense de façon gratuite une autre personne le minimum est qu'elle présente ses excuses », a estimé Antonio Tajani dans un entretien au quotidien Corriere della sera. Jeudi, le chef de la diplomatie a annulé sa première visite à Paris, où il devait rencontrer son homologue Catherine Colonna, après les déclarations de Gérald Darmanin sur RMC accusant la Première ministre Giorgia Meloni d'être « incapable de régler les problèmes migratoires sur

lesquels elle a été élue ». Catherine Colonna a rapidement publié un message en italien sur Twitter, affirmant que « la relation entre l'Italie et la France est basée sur le respect mutuel, entre nos deux pays et entre leurs dirigeants », en appelant dans la foulée Tajani. « Catherine Colonna m'a appelé deux fois, pour me dire qu'elle était désolée, elle a été très cordiale », a assuré Antonio Tajani, tout en estimant que les explications de Paris restaient « insuffisantes ».

BÉBÉS DE 7-8 MOIS PLACÉS EN CENTRE DE RÉTENTION

LA FRANCE CONDAMNÉE PAR LA COUR EUROPÉENNE

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a de nouveau mis à l'index la France, jeudi 4 mai, dans deux affaires distinctes de placements en centre de rétention de mineurs étrangers, dont certains très jeunes, âgés de 7 et 8 mois. Dans une première affaire, la France a été condamnée pour la rétention, décidée en janvier 2021 par la préfecture du Bas-Rhin, d'une mère guinéenne et de son fils âgé de 7 mois et demi, durant neuf jours, en vue de leur transfert vers l'Espagne dans le cadre du règlement dit « Dublin III », explique la Cour dans son arrêt. « Compte tenu du très jeune âge » de l'enfant, « des conditions d'accueil dans le centre de rétention de Metz-Queuleu » où ils avaient été envoyés et de la durée de la rétention, « la Cour considère » qu'ils ont été « soumis à un traitement qui a dépassé le

seuil de gravité requis par l'article 3 de la Convention » européenne des droits de l'homme, qui interdit les traitements inhumains et dégradants, souligne la CEDH. Celle-ci a alloué au total 19 000 euros aux requérants. Une violation similaire a été constatée dans un autre dossier, celui de quatre Angolais, une mère et ses trois enfants de 8 mois, 6 et 13 ans au moment des faits. Sur décision de la préfecture du Bas-Rhin, ils avaient été retenus début 2020 au centre de rétention administrative (CRA) de Metz-Queuleu, puis transféré au CRA n° 2 du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) en vue de leur transfert vers le Portugal, là encore en vertu de « Dublin III ». Ces nouvelles décisions portent à onze le nombre de condamnations de la France par la CEDH sur ce sujet, a réagi jeudi l'association La Cimade, présente dans plusieurs CRA en France, peut-on lire dans les colonnes du Monde. L'enfermement des enfants, a insisté l'association, « source importante de stress et d'anxiété, est violent et traumatisant et constitue un traitement inhumain ou dégradant » quels que soient « l'âge d'un enfant et la durée de son enfermement ».

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92



DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

ENTREVUE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE AVEC LES REPRÉSENTANTS
DES MÉDIAS NATIONAUX

«Quiconque commet une faute doit payer»

Dans son allocution, le président de la République a évoqué l'importance des médias et leur utilité en ce moment précis en déclarant : «Sans médias, nous ne pouvons pas aller loin, mais bien sûr, il s'agit des médias responsables et professionnels».

L'entrevue du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avec les représentants des médias nationaux, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, a été diffusée hier soir, à 21H00, sur les chaînes de télévision. Beaucoup de bribes ont été rapportées le jour même, c'est-à-dire le 3 mai, mais l'intégralité de l'entrevue a comporté des textes essentiels sur lesquels il serait utile de revenir. Ainsi, le président Abdelmadjid Tebboune a déclaré que «la responsabilité n'est pas un siège ou un bur-nous rouge, mais la responsabilité consiste à protéger le peuple et à ne pas fermer les

yeux sur les erreurs des responsables ou de les protéger." Le président Tebboune a souligné, en outre, que: «quiconque commet une faute doit payer, fût-il ministre». Il a ajouté : «L'Algérie est très grande et nous sommes petits, nous devons donc grandir pour être à son niveau". Dans son allocution, le président de la République a évoqué l'importance des médias et leur utilité en ce moment précis en déclarant : «Sans médias, nous ne pouvons pas aller loin, mais bien sûr il s'agit des médias responsables et professionnels».

I.M.Amine



LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN AFRIQUE

L'Algérie a de tout temps plaidé pour une « nouvelle approche »

«Le combat contre le terrorisme ne peut être remporté en l'absence d'une approche inclusive, visant à faire face à l'extrémisme violent et à tarir les sources de son financement à travers, entre autres, l'interdiction de paiement de rançons (...). Intervenant hier à l'occasion de la réunion annuelle du Conseil des Chefs d'Etat-Major et des ministres de la Défense de l'Afrique du Nord tenue au niveau du Club national de l'Armée à Alger, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné que «l'Algérie a, de tout temps, plaidé pour

l'adoption d'une nouvelle approche africaine de lutte contre le terrorisme, basée sur la lutte contre les groupes extrémistes et la prévention de toute forme de radicalisme (...). Et d'ajouter : «Le combat contre le terrorisme ne peut être remporté en l'absence d'une approche inclusive, visant à faire face à l'extrémisme violent et à tarir les sources de son financement à travers, entre autres, l'interdiction de paiement de rançons, qui contribuent à resserrer les rangs des terroristes, à les doter en armements et à augmenter leurs capacités de nuisance». Il a par ailleurs estimé que cette réunion

offrait une occasion pour renforcer la coopération et la coordination entre les Etats membres, en vue de faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité de la région : «Je saisis cette occasion pour vous transmettre un message de fraternité et d'amitié de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, à l'occasion des travaux de ces réunions qui donneront, sans nul doute, une forte impulsion à notre capacité régionale, en termes de disponibilité opérationnelle et de renforcement de la coordination déjà

existante entre nos pays respectifs, pour faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité de notre région». En effet, poursuit-il, «notre région, au même titre que les autres régions du continent africain, est confrontée à de nombreux défis en matière de paix et de sécurité, tels que le terrorisme, le crime organisé, les conflits armés et les différends frontaliers, ce qui nous interpelle, plus que jamais, à travailler en collaboration pour faire face à ces défis et œuvrer à mettre un terme à la violence, à l'extrémisme et à toutes les formes de criminalité transfrontalière».

R.N.

DÉCONSTRUCTION DE L'EMPIRE

L'Algérie réagit aux stratégies de nuisance dans la région Maghreb-Sahel

Déjà, sous nos yeux, se déroule la nouvelle carte du monde. La guerre en Ukraine en aura été juste l'accélérateur. Tous les ingrédients étaient en place pour opérer la transition. Ni la Chine ni la Russie ne sont sorties du néant. La défaite des Etats-Unis, en tant que pôle unique et exclusif, a été soulignée le 11 septembre 2001, lorsque, ne voyant rien venir, ses services de renseignement ont signé leur propre échec.

Le terrorisme n'a pas gagné non plus. Il a été l'agent «déclencheur», comme la guerre en Ukraine aura été un agent accélérateur. Les transitions sur la vie des Etats et des nations se font sur la longue durée, celle que l'historien Fernand Braudel (qui a longtemps vécu en Algérie) oppose au moment présent, et qui est la véritable base de l'histoire. Et même la guerre au Soudan ne servira pas à changer le curseur de l'Europe vers l'Afrique,

car dans la longue durée, la guerre civile aura été anecdotique face aux transformations majeures qui secouent la planète.

Le revirement des pays du Golfe de l'Occident vers l'Orient est significatif de ces changements majeurs, eux qui ont toujours tourné autour de l'orbite étasunienne. De même, l'éviction de la France de l'Afrique a été l'illustration de la fin humiliante de l'époque Jacques Foccart et de la villa Luzarches. Les mouvements panafricanistes champignonnent sur tout le continent, créant des milliers de Kémi Séba. Pour l'Algérie, évoluant avec fermeté et vigilance dans son milieu géographique naturel, la triple région maghrébo-saharo-sahélienne, le Niger, et seulement le Niger, continue à constituer le ventre mou des «pays du champ». Est-ce que son intégration dans un mécanisme commun, le Cémoc, par exemple, l'éloi-

gnera des mains occidentales ? Pas très certain ; d'autant que juste derrière la porte, comme il l'a fait pour le Soudan, avec les conséquences désastreuses que l'on sait, Israël attend son heure. Washington essaie même de jouer les «rabatteurs» pour Tel Aviv, en pressant Niamey de «normaliser» avec l'entité sioniste. L'Algérie joue contre la montre concernant les pays qui s'agglutinent à ses frontières. Maintenant, comme on l'a dit, l'Histoire ne se jouera pas sur des anecdotes, mais sur les changements essentiels. Sur ce plan-là, le monde est en train de se métamorphoser et les cartes de changer de main. Est-ce que l'Otan sera d'un plus grand secours en s'implantant en Asie ? Pour répondre, il faut observer non pas la réaction de Pékin, car on la connaît, mais l'action chinoise, qui va venir. Pékin a affiché sa désapprobation de l'expansion vers l'est de l'Otan. Et

hier, les autorités chinoises, s'exprimant sur l'ouverture par la Nato d'un bureau de liaison en Asie, a appelé à «la plus grande vigilance». Le travail groupé demeure la meilleure réponse aux défis qui se posent aujourd'hui. La réunion de la Capacité régionale de l'Afrique du Nord (NARC), hier, en est la preuve éclatante, comme le clarifie encore le mot du Chef d'état-major : «Notre région, au même titre que les autres régions du continent africain, est confrontée à de nombreux défis en matière de paix et de sécurité, tels que le terrorisme, le crime organisé, les conflits armés et les différends frontaliers, ce qui nous interpelle, plus que jamais, à travailler en collaboration pour faire face à ces défis et œuvrer à mettre un terme à la violence, à l'extrémisme et à toutes les formes de criminalité transfrontalière».

F.O.

PR BOUTALEB KOUIDER, ÉCONOMISTE, À L'EXPRESS :

«L'ensemble de l'économie mondiale va ressentir les effets de l'accélération de l'inflation»

Entretien réalisé par Youcef Salami

Pr Boutaleb Kouider est titulaire d'un doctorat de 3^e cycle de l'Université de Lille, France, (1982) et d'un doctorat en sciences économiques de S.G.P.I.S Varsovie, Pologne, (1990). Il analyse de manière approfondie l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale. Concernant l'Algérie, il explique que trois objectifs fondamentaux doivent être poursuivis. Entretien.

● **L'Express : La guerre en Ukraine menace l'économie de nombreux pays, notamment les économies en transition. Quels sont les secteurs les plus touchés ?**

Pr Boutaleb Kouider : Le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine représente une autre menace majeure pour l'économie mondiale alors qu'elle ne s'est pas encore relevée complètement de la récession engendrée par la pandémie du coronavirus 19. On s'accorde à reconnaître que l'ensemble de l'économie mondiale va ressentir les effets du ralentissement de la croissance et de l'accélération de l'inflation à des degrés divers dans le monde entier. Parmi les marchés émergents et les économies en développement, la croissance devrait chuter de 6,6 % en 2021 à 3,4 % en 2022, bien en deçà de la moyenne annuelle de 4,8 % sur la période 2011-2019. L'impact économique du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine a un impact majeur sur au moins trois secteurs clés de l'économie mondiale : le secteur des biens alimentaires, l'énergie et les finances.

C'est d'abord sur le secteur des biens alimentaires que les conséquences du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine se feront le plus sentir pour de nombreux pays à travers le monde, notamment les plus démunis comme c'est le cas de nombreux pays africains, qui dépendent fortement des importations alimentaires en provenance d'Ukraine et de Russie.

La Russie et l'Ukraine sont en effet des acteurs majeurs de l'exportation de blé et de tournesol vers l'Afrique. Selon l'Organisation mondiale du commerce, 35 pays africains sont fortement dépendants des céréales d'Ukraine et de Russie. L'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie), le Nigeria en Afrique de l'Ouest, l'Éthiopie et le Soudan en Afrique de l'Est, et l'Afrique du Sud représentent 80 % des importations de blé. Ces pays, et ils sont nombreux, ont déjà subi et subissent toujours des contraintes d'approvisionnement dues aux perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et le relèvement sans précédent des prix du blé, du maïs et du tournesol qui ont augmenté dès le début du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, ce qui fait craindre qu'il n'augmente encore le coût des aliments à l'échelle mondiale. La Russie et l'Ukraine, autrefois appelées "le grenier de l'Europe", exportent plus

du quart (25%) de la production mondiale de blé, un cinquième du maïs et 80% de l'huile de tournesol. D'autre part, la Russie est également l'un des plus grands exportateurs d'engrais au monde.

Leur coût avait déjà augmenté en raison des pénuries inhérentes aux sanctions imposées par les Occidentaux sur les exportations de la Russie, et il est de plus en plus à craindre qu'une pénurie mondiale d'engrais n'entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires, avec des répercussions sur la production agricole et la sécurité alimentaire. Le coût des aliments a augmenté de 50 % depuis le début de 2022. La flambée des prix alimente une crise mondiale du coût de la vie, affectant de manière disproportionnée les pays en développement.

Les communautés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient dans lesquelles le poids des rubriques alimentaires dans le panier de consommation est très élevé ont été gravement touchées, les ménages déjà vulnérables en payant le prix le plus élevé. C'est ensuite le secteur de l'énergie qui est touché de plein fouet.

Les sanctions occidentales contre la Russie, troisième plus gros producteur d'hydrocarbures dans le monde, avec 10,5 millions de barils par jour (derrière seulement les États-Unis et l'Arabie saoudite) et ses exportations représentent 11 % du total mondial (la Russie est le deuxième exportateur mondial de pétrole et le premier exportateur de gaz naturel (25 %), ont provoqué une hausse sensible des prix de l'énergie, avec son cortège de conséquences inflationnistes. C'est ainsi que depuis le début du conflit, les contrats à terme sur le pétrole et le gaz naturel, en plus d'une forte volatilité, reflètent une certaine tension à moyen terme (2023 et 2024).

Concernant les pays développés, ce sont les pays européens qui sont le plus impactés par le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, pas seulement pour des raisons de proximité mais surtout pour le facteur essentiel de croissance qu'est l'énergie. Cela a beaucoup plus affecté donc l'Europe que les États-Unis parce que l'Europe est dépendante de la Russie pour ses approvisionnements énergétique alors que les USA sont exportateurs d'hydrocarbures, notamment le gaz de schiste qui tente de se substituer en Europe au gaz de la Russie à des prix nettement supérieurs. Le problème, ce sont donc surtout les liaisons énergétiques, avec l'Europe en premier lieu, puisque l'Europe est son principal marché de vente. Les pays européens sont quasiment tous à des degrés divers dépendants de la Russie qui est la source de 20 % des importations totales de pétrole et de 35 % du gaz naturel de la région. La Russie se distingue aussi comme un important partenaire commercial dans le secteur minier et dans la fabrication de coke et de dérivés raffinés du pétrole, où elle représente respectivement 21 % et 42 % des importations totales de l'UE-27 en ces secteurs. Cette forte dépendance apparaît non seulement dans les pays les plus proches des frontières russes, mais aussi dans les grands pays de l'Union, comme l'Allemagne, la France ou l'Italie,



avec des pourcentages compris entre 13 et 20 % dans le secteur de l'énergie, des mines et entre 15 et 24 % dans le raffinage du pétrole. Anticipant que l'inadéquation entre l'offre et la demande ne sera pas résolue immédiatement. La hausse des prix de l'énergie suite aux sanctions imposées à la Russie, conjuguée aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, ainsi que la hausse des coûts de nombreuses matières premières, ont fait grimper le prix des aliments et d'autres biens et services de base, et poussé l'inflation à des sommets historiques.

Cette hausse des prix de l'énergie a réduit les revenus réels, augmenté les coûts de production, resserré les conditions financières et limité la politique macroéconomique, en particulier dans les pays importateurs d'énergie. Le secteur financier (l'effet sur les marchés financiers). Peu de temps après le début du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, les marchés financiers en Europe et en particulier en Russie se sont effondrés. À mesure que le conflit se déroule, les marchés devraient connaître une volatilité accrue, selon les experts. Cela n'affecterait pas seulement les grands investisseurs, mais aussi les personnes qui, par exemple, épargnent pour une pension, qu'elles soient privées ou publiques, dont l'épargne est investie en bourse. Cela a provoqué un changement dans la politique de communication des banques centrales et une forte augmentation du rendement nominal exigé par les investisseurs sur l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt pour compenser les risques inflationnistes. Dès lors, une plus grande agressivité dans le rythme de normalisation de la politique monétaire est déjà escomptée. Par conséquent, à court terme, on se dirige vers un scénario très différent de celui des dernières décennies, et la clé est de savoir comment la conjonction des taux d'intérêt, de l'inflation et de l'incertitude va interagir à des niveaux beaucoup plus élevés que ce à quoi les économies étaient habituées. S'il ne sera pas aisé pour la politique économique de protéger les revenus des agents les plus vulnérables, de répartir équitablement la perte d'activité engendrée par un choc d'offre, de permettre aux prix d'envoyer les signaux appropriés pour rééquilibrer les marchés les plus touchés par la guerre et d'éviter un second effet sur l'inflation, cela ne sera pas sans provoquer un net ralentisse-

ment de l'activité compte tenu de la nécessité de normaliser la politique monétaire.

● **Dans les pays développés, la situation est également compliquée : l'économie y ralentit après une période de croissance très rapide liée, entre autres, à la forte croissance du crédit et aux conditions monétaires globalement accommodantes. Cela montre que l'adaptation des marchés a été insuffisante, que l'économie n'a pas pu résister aux effets de la guerre. Quel est votre avis là-dessus ?**

La croissance dans les économies développées a fortement ralenti, passant de 5,1 % en 2021 à 2,6 % en 2022. La croissance devrait encore ralentir pour atteindre 2,2 % en 2023, reflétant en grande partie le retrait du soutien des politiques monétaire et budgétaire fourni pendant la pandémie. Et les perspectives de croissance économique mondiale sont confrontées à une combinaison unique de vents contraires, suite au conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, la hausse des taux d'intérêt pour contenir l'inflation et les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Cela est vrai tant pour les économies avancées que pour les économies de marché émergentes, ce qui souligne la nature mondiale du ralentissement économique. Comme le montrent de nombreux rapports, l'environnement politique macroéconomique est entouré d'une incertitude inhabituelle. Ceci étant, le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine représente globalement un changement structurel dans le scénario international qui modifiera toutes les dynamiques géopolitiques présentes depuis la chute du mur de Berlin. Un événement de cette ampleur aura des effets sur le comportement du cycle d'activité à court terme, mais, en même temps, il peut impliquer une altération des tendances de fond qui ont défini le comportement de l'économie dans les dernières décennies. Le retour à la politique des zones d'influence autour de deux grands blocs constituerait une menace pour le processus de mondialisation tel qu'il s'est façonné depuis l'incorporation de la Chine dans la chaîne de production mondiale. Par conséquent, l'augmentation du risque politique aura un impact sur l'économie à travers une multitude de canaux : prix des matières premières, liens commerciaux, incertitude ou stabilité financière. Mais elle peut aussi provoquer des changements structurels dans l'économie mondiale, notamment en raison de son incidence sur l'offre.

● **Quels devraient être les principaux moteurs de la croissance mondiale dans les toutes prochaines années ?**

Il est très courant d'entendre dire que le moteur de l'économie mondiale est la Chine, ou qu'il s'agit d'un groupe de pays émergents appelés les BRICS : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, qui représentent désormais plus de 30 % du PIB mondial et ne cesse de progresser. ● ● ●

●●● L'idée est que ce sont eux qui ont maintenu l'économie mondiale, générant de l'activité partout, et beaucoup s'attendent à ce qu'ils continuent à le faire à l'avenir. Donc peu importe si les pays développés stagnent, car ces pays (les BRICS) continueront à fournir du travail pour le monde. Mais la vérité est qu'aucun de ces pays n'est vraiment un moteur de l'économie mondiale.

En effet, si on se fie à la thèse qui dit que pour générer une activité en termes nets, un pays doit être un acheteur net sur les marchés internationaux, c'est-à-dire qu'il doit acheter plus qu'il ne vend sur ces marchés. Les moteurs seraient alors les acheteurs nets, ceux qui importent plus qu'ils n'exportent, et non les vendeurs nets. Les premiers génèrent une demande insatisfaite sur les marchés internationaux ; les seconds le remplissent. En 2008, le plus grand moteur, celui qui achetait 40 % de la demande nette sur les marchés internationaux avant la crise, était les États-Unis. Les autres moteurs : l'Espagne, l'Italie, la France, la Grèce, l'Australie, la Turquie et le Royaume-Uni avec les États-Unis, représentaient 69 % de la demande non satisfaite sur les marchés internationaux en 2008. La Chine, l'Allemagne, le Japon, l'Arabie saoudite, la Russie et la Norvège ont répondu à 69 % de cette demande, soit presque l'équivalent de ce que demandaient les moteurs susmentionnés. Le Brésil et l'Inde ne figurent pas sur cette liste.

Ces pays achètent plus qu'ils ne vendent, ils pourraient donc être considérés comme faisant partie des moteurs, mais ils le font en quantités trop faibles pour être significatives sur la scène mondiale. En fait, la chute du commerce international en 2009, qui a transmis la récession au monde entier, a été l'une des conséquences de la réduction du déficit américain et de plusieurs autres des pays européens : Allemagne, France, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, entre autres. Alors que les importations américaines ont chuté, les exportations de la Chine et de plusieurs autres pays excédentaires ont également chuté, et les importations de ces pays ont chuté, ce qui a entraîné une baisse des prix des produits de base. L'économie américaine s'est quelque peu redressée en 2010, avec laquelle son déficit des exportations sur les importations s'est à nouveau creusé, et les exportations chinoises ont de nouveau augmenté, les prix des produits de base ont renoué avec leur boom. En d'autres termes, comme auparavant, le boom latino-américain, à titre d'illustration, a continué de dépendre de la demande américaine, médiatisée par la Chine. L'Amérique latine envoie des produits primaires en Chine, où ils sont transformés en biens industriels, et exportés vers les États-Unis et le monde entier. Bien sûr, si la demande américaine chute, étant si importante en termes nets, le processus s'inversera et le boom latino-



américain prendra fin. La question est la suivante : combien de temps les États-Unis et d'autres grandes économies pourront-ils continuer à importer beaucoup plus qu'ils n'exportent ? La réponse n'est pas longue. Lorsqu'une économie importe plus qu'elle n'exporte, la différence est payée par la dette. Ces pays pourront continuer à importer beaucoup plus qu'ils n'exportent tant qu'ils supporteront une dette croissante. Ces pays ne peuvent plus supporter beaucoup plus de dettes. Ils devront se stabiliser. Et stabiliser, c'est ne plus avoir un déficit aussi important entre les importations et les exportations, c'est-à-dire cesser d'être un moteur pour le reste du monde. Cela soulève une deuxième question : les BRIC peuvent-ils devenir eux-mêmes des moteurs, important plus qu'ils n'exportent ? La réponse est probablement non, du moins pas dans la mesure où les pays puissants l'ont fait ces dernières années, car les conséquences négatives d'une telle action sont évidentes pour tous. Après tout, il y a quelques années à peine, au tournant du siècle, la dette américaine était à son plus bas niveau depuis des décennies et le gouvernement affichait des excédents budgétaires. Il en fut de même de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et de bien d'autres pays qui, dans les années suivantes, se livrèrent à des emprunts excessifs. Aujourd'hui, le poids de leurs dettes est l'un des plus grands obstacles à leur croissance dans un avenir immédiat.

● Et l'économie algérienne dans tout cela ?

Le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine et ses conséquences géopolitiques et stratégiques met tous les pays en demeure de se reconstruire pour plus de résilience face aux chocs extérieurs. Concernant l'Algérie, trois objectifs fondamentaux doivent être poursuivis.

La sécurité alimentaire : le pays demeure toujours un grand importateur de produits alimentaires, facture qui dépasse les 8 milliards de dollars US, financés par les revenus en moyens de paiement extérieurs tirés de la vente des hydrocarbures. La décomposition des importations laisse apparaître des déficits importants dans l'essentiel de la ration alimentaire. Selon tous les chiffres avancés, on note les fortes dépendances selon des chiffres qui fluctuent légèrement d'une année à l'autre, ce qui montre que le problème est structurel, nonobstant le renchérissement des prix au niveau international durant les périodes de crise comme c'est le cas aujourd'hui avec le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

-Les céréales : l'Algérie est l'un des plus grands importateurs de céréales au monde. La demande nationale n'est couverte en moyenne qu'à 25% par la production locale, très dépendante de la pluviométrie. la facture céréalière algérienne (blé et maïs) a dépassé les 2,75 milliards de dollars, soit 29 % de ses importations agricoles totales. Le lait et produits laitiers : avec 1,41 milliard de dollars, soit 15 % de ses importa-

tions agricoles en 2017. Le sucre : l'Algérie est classée parmi les 10 premiers pays importateurs de sucre au monde (selon une étude du ministère de l'Industrie). La totalité du sucre brut, de canne ou de betterave, est importée. Près d'un milliard de dollars. Auxquels s'ajoutent aussi les importations de l'huile, des aliments pour animaux (tourteaux de soja notamment) des légumes (secs)...

Le secteur agricole ne produit toujours pas de quoi réduire la facture des importations. Il n'y a pas de progression significative d'une production locale capable de se substituer aux importations de biens de consommation. La transition énergétique : la consommation domestique en progression constante pourrait dans un terme plus ou moins rapproché réduire considérablement les exportations d'hydrocarbures qui demeurent à ce jour la ressource quasi unique de moyens de paiement extérieurs (plus de 95 % des exportations sont toujours constituées d'hydrocarbures, pétrole brut et gaz) même si les exportations hors hydrocarbures enregistrent des progrès. Tous les experts et les observateurs attentifs de l'économie algérienne s'accordent depuis longtemps sur l'incapacité de l'économie algérienne à se transformer en une économie diversifiée.

Comment régénérer notre tissu industriel public dans un cadre concurrentiel (à l'exemple de nombreux pays ayant réussi à transformer leurs grandes entreprises publiques en créatrices de richesse et se départir des perfusions sans retours du Trésor public). Comment drai-

ner les ressources privées vers des investissements productifs permettant de restreindre les importations d'intrants. Comment développer notre agriculture dans ses différentes spéculations (blé, légumineuses, fruits et légumes pour une couverture des besoins domestiques et pour l'exportation...). Comment construire un système financier et bancaire performant capable de drainer et d'allouer productivement les ressources disponibles vers des emplois productifs et non spéculatifs en dehors de toute injonction. Et d'autres questions fondamentales dont le traitement a fait l'objet de nombreux travaux académiques, de nombreuses assises et des recommandations récurrentes de la part des institutions internationales (FMI, BM, FAO...) depuis longtemps déjà, sans en voir l'aboutissement. Nous nous permettons de dire et redire que ces objectifs fondamentaux pour le pays ne peuvent être réalisés qu'à travers une conjugaison d'une multitude d'initiatives coordonnées au niveau d'un grand ministère de la planification économique nationale, indicative, telle qu'elle se pratique dans les économies de marché, s'impose, qui sera chargée d'élaborer et de chiffrer tous les scénarios décisionnels dans tous les domaines d'activité, veillant à la cohérence d'ensemble et aux synergies, comme c'est le cas de la Turquie ou de la Malaisie à titre d'exemple, et que nos dirigeants politiques soient déterminés et marchent régulièrement vers leurs objectifs comme ce fut, et c'est toujours le cas, en Chine.

Y. S.

UNE RÉCOLTE DE PLUS DE 677.000 QX ATTENDUE À TOUGGOURT ET ADRAR

L'eldorado algérien

Il y a donc nécessité pour l'agriculteur de respecter l'itinéraire technique en matière de labour et de semences pour obtenir un plant avec un bon rendement. Des organismes spécialisés s'emploient à sensibiliser les agriculteurs à l'importance de ce processus...

Voilà des nouvelles vraiment encourageantes. Une récolte de 677.905 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans les wilayas de Tougourt et Adrar. Il s'agit d'une production de 2.905 qx de blé dur, tendre et d'orge prévue à Tougourt au titre de la campagne moisson-battage 2023 dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales depuis une exploitation agricole dans la commune d'El-Hadjira (sud de Tougourt). Cette récolte prévisionnelle sera réalisée sur une superficie globale de 83 hectares (ha), irriguée sous pivots et répartie sur cinq (5) exploitations agricoles dans les daïras de Tougourt et El-Hadjira.

Les moyens logistiques nécessaires ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne céréalière qui connaît sa deuxième expérience du genre dans cette wilaya. L'élargissement des superficies consacrées à la céréaliculture, figure parmi les principaux objectifs de la DSA de Tougourt afin de contribuer aux efforts de l'Etat en termes de réalisation de la sécurité alimentaire notamment à travers l'encouragement des agricul-



teurs locaux, a affirmé la directrice du secteur Hanane Labiodh, cité dans une dépêche de l'APS. Attribué par l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) au profit des entreprises nationales (Sonatrach et Cosider) dans le cadre de l'investissement dans les filières stratégiques, le périmètre agricole dit « Kaddachi » qui s'étale sur 8.945 ha à El-



Hadjira devrait lui aussi être considéré comme un projet prometteur. De son, côté, la wilaya d'Adrar prévoit une production céréalière de 675.000 qx, avec une hausse estimée à 200.000 qx comparativement à la saison écoulée. Ciblant une superficie globale de 14.225 ha sous pivots avec une augmentation de 25 % par rapport à l'an dernier, la campagne moisson-battage à Adrar a été lancée à

partir d'une exploitation agricole fruit d'un accord de coopération algero-turque, selon la DSA. D'une superficie de 4.000 ha, cet investissement agricole jouxtant la nouvelle infrastructure routière reliant Adrar à Aoulef, a été entamé en mars 2022.

Il dispose au total de 36 forages, 11 pivots dédiés à la céréaliculture dont la production de l'orge et l'aliment de bétail ainsi

que des ateliers de maintenance de matériels agricoles, selon sa fiche technique. S'agissant de l'impact social, pas moins de 72 emplois, à savoir 60 postes pour la main d'œuvre locale et 12 autres au profit des travailleurs turcs, ont été générés à la faveur de ce projet spécialisé aussi dans le maraîchage et l'élevage du bétail. En Algérie, la production céréalière diffère d'une région à l'autre. Mais, on peut avoir une moyenne de production de vingt cinq quintaux à l'hectare, cela est tout à fait jouable. Ils sont de plus en plus nombreux, les agriculteurs qui maîtrisent les techniques agricoles et dont le rendement par hectare dépasse les 50 quintaux. Ambitieux, les chargés du secteur agricole et de sa réforme ont introduit plus de techniques de rendement et commencé à sensibiliser les agricultures à la nécessité de maîtriser l'itinéraire technique. Ce dernier permet de relever la moyenne de production à 50 quintaux par hectare, alors que le rendement tourne autour de 16 quintaux à l'hectare dans certaines régions. Par définition, l'itinéraire technique dans céréaliculture englobe les opérations de labour et de préparation du sol pour les semences en respectant une profondeur précise ainsi que des étapes importantes telles que l'utilisation des engrais, de semences traitées, l'élimination des mauvaises herbes et la lutte contre les maladies parasitaires. L'idée est de passer d'une agriculture à bas rendement à une agriculture à rendement élevé. Il y a donc nécessité pour l'agriculteur de respecter l'itinéraire technique en matière de labour et de semences pour obtenir un plant avec un bon rendement. Des organismes spécialisés s'emploient à sensibiliser les agriculteurs à l'importance de ce processus.

Youcef Salami

Chiffre d'affaires de la CNMA : une augmentation de 3% en 2022

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de plus de 13 milliards de dinars, soit une augmentation de 3%, a indiqué le P-dg de la Caisse, Cherif Benhabiles. Lors d'une cérémonie organisée en hommage aux cadres des antennes régionales relevant de la CNMA, à l'occasion de la fête des travailleurs, M. Benhabiles a souligné que la Caisse a réussi grâce

aux efforts de ses cadres à augmenter son quota sur le marché des assurances agricoles à 80%, en réalisant une augmentation de 11% dans les assurances sur la production agricole.

M. Benhabiles a affirmé que la CNMA « connaît une importante dynamique », après avoir réussi à augmenter le net du capital social à 8 milliards de dinars depuis le début 2023, contre une valeur de 5,5 mil-

liards de dinars en 2022, soit une hausse de 45%, avec une augmentation de 4% des fonds de placement. Selon le bilan présenté lors de la cérémonie, la Caisse a enregistré une augmentation de 18 % dans la filière d'assurance sur les risques naturels et de 37% pour la filière des risques industriels, contre 22% pour l'assurance sur les risques d'incendies et 29% pour l'assurance sur les

risques des différents types de transport. La Caisse a ouvert, en outre, une filière d'assurance-auto mise en service pour traiter les dossiers d'accidents et les dommages y afférents. Le réseau direct de la CNMA est composé de 70 caisses régionales et 540 antennes régionales regroupant 2680 fonctionnaires, selon les chiffres présentés.

R. E.

Energie : la coopération algéro-allemande passée en revue

Le Secrétaire général du ministère de l'Energie et des Mines, Abdelkrim Aouissi, a reçu, jeudi, dernier, une délégation parlementaire de la Bavière-Allemagne, conduite par le président de l'Union chrétienne-sociale en Bavière, M.Thomas Kreuzer, indique un communiqué du ministère. La rencontre, à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, a été l'occasion pour les deux parties de «passer en revue l'état des relations de coopération algéro-allemandes dans le domaine de l'énergie notamment les actions inscrites dans le cadre du partenariat stratégique algéro-allemand», précise la même source. Dans ce cadre, les deux parties ont exprimé leur «satisfaction des actions réalisées avec le partenaire allemand dans ce cadre, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, de la transition et de l'efficacité énergétique», est-il souligné. Les opportunités d'affaires et d'investissement

dans le secteur de l'énergie notamment dans le domaine l'amont pétrolier, des ENR, de l'Hydrogène, la formation et le dessalement d'eau de mer ont été également abordées. Dans ce cadre, M. Aouissi a abordé le projet de réalisation d'installations de production d'électricité en solaire photovoltaïque d'une capa-

cité de 15000 MWc dont une partie (2000 MWc) a été lancée récemment par le Groupe Sonelgaz. A cette occasion, le SG du ministère de l'Energie et des Mines a rappelé l'importance de la coopération et du partenariat liant les entreprises algériennes et allemandes et a présenté les projets de partenariat

qui peuvent être conclus dans le domaine d'intérêt commun y compris dans le domaine de la fabrication des équipements». Le domaine des mines a également été présenté à la délégation allemande sur les aspects liés notamment au potentiel de l'Algérie en la matière, conclut le communiqué.

R. E.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL L'AFFIRME :

«L'Algérie va continuer d'importer de la viande fraîche»

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a indiqué que «les autorités continueront d'importer de la viande rouge jusqu'à ce que les prix soient stables sur le marché local». Lors de son passage sur la chaîne Chourouk News, le ministre a fait savoir que «l'importation sera mensuelle. Nous allons recevoir chaque mois un navire de

veaux en plus de la viande fraîche afin de stabiliser les prix». Il a assuré que «le prix de la viande rouge importée restera à 1 200 dinars le kilogramme». Parlant des prix de la viande lors du mois du Ramadhan dernier, Henni a indiqué qu'«un léger retard dans l'approvisionnement du marché national a été constaté. Ce retard est dû à des procédures judiciaires et sanitaires avec les pays exportateurs». Le même responsable a affirmé que la viande importée a été cédée au prix de 1.200 dinars aux citoyens, tout en attirant l'attention sur l'acquisition d'une expérience future dans ce domaine. «Nous avons réussi à bâtir des infrastructures et une plateforme», a-t-il souligné. «Il y a 7.500 têtes de veaux provenant d'Inde, du Brésil et du Soudan sont prêts à être abattus, ce qui représente des tonnes de viande fraîche», a-t-il ajouté.

Y. B.

Constantine : la pensée des fondateurs de l'Association des oulémas musulmans algériens, un legs intarissable

Ibn Badis a concentré ses efforts sur l'édification d'établissements d'enseignement puis s'est dirigé vers la formation des hommes à l'instar d'Abderrahmane Chibane (devenu ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs), Brahim Mezhoudi (qui a pris part au Congrès de la Soummam et est devenu membre du Conseil de la Révolution), Abdelatif Soltani, Ahmed Hamani (président du Haut Conseil islamique) et Mohamed Kheireddine (représentant du FLN à l'étranger)...

Les ouvrages et écrits des fondateurs de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA) continuent de guider et d'éclairer les penseurs, savants, prêcheurs et imams des mosquées par des positions constantes qui illuminent les esprits. A l'occasion du 92^e anniversaire de la création de l'AOMA, des universitaires et chercheurs ont affirmé à l'APS que les fondateurs de cette association ont légué un patrimoine scientifique au travers de déclarations et positions constantes qui demeurent valables pour tous les temps bien que faites il y a un siècle. Le président du bureau de Constantine de l'AOMA, Abdelaziz Chelli (enseignant à l'université Emir Abdelkader), relève ainsi que Constantine est une cité historique de grande importance pour la culture islamique qui a été un centre de savants, de philosophes et d'historiens dont une partie étaient membres de l'AOMA créée en 1931. Abdelhamid Ibn Badis, Moubarek El Mili, Larbi Tebessi et El Bachir El Ibrahimy figurent parmi les principaux oulémas d'Algérie et arabes qui ont historisé le patrimoine culturel islamique de la cité pour le transmettre fidèlement aux générations montantes et ont assumé un rôle majeur dans la diffusion des préceptes de l'islam, l'enseignement du Coran et la lutte contre l'analphabétisme. Ils ont fait cela au travers notamment de la publication de revues et livres sur l'histoire de l'Algérie et sa culture dans un effort visant à contrer les tentatives coloniales d'effacer l'identité de ce pays. Beaucoup de phrases et déclarations des membres de l'association, tirées de leurs écrits,



sont devenues des «phares qui ne s'éteignent point» à Constantine et dans le monde pour affirmer l'identité et les constantes du pays à l'instar de : «Le peuple d'Algérie est musulman et à l'Arabité il appartient» (Ibn Badis); «quiconque veut réformer une nation musulmane par autre chose de sa religion met en péril son unité, désagrége son corps et démolit son royaume par la même intention de vouloir l'élever» (Moubarek El Mili), «Péril aux juifs et leurs alliés. Ce que le sionisme a planté ne poussera pas et s'il

pousse, il ne tiendra point». L'AOMA a laissé un patrimoine matériel constitué d'articles et de livres, d'écoles et de bibliothèques ainsi qu'un autre patrimoine immatériel composé de leçons présentées durant la lutte contre le colonialisme au travers desquelles les fondateurs de l'association ont formé des hommes qui ont libéré la patrie et les esprits, a souligné de son côté le président de la Fondation Abdelhamid Ibn Badis, le chercheur à l'université en histoire, Abdelaziz Filali. Ibn Badis a concentré ses efforts sur l'édifica-

tion d'établissements d'enseignement puis s'est dirigé vers la formation des hommes à l'instar d'Abderrahmane Chibane (devenu ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs), Brahim Mezhoudi (qui a pris part au Congrès de la Soummam et est devenu membre du Conseil de la Révolution), Abdelatif Soltani, Ahmed Hamani (président du Haut Conseil islamique) et Mohamed Kheireddine (représentant du FLN à l'étranger). Le Pr Filali révèle ainsi qu'Ibn Badis donnait quotidiennement dix cours ayant permis la formation de plus de 200 élèves au sein de l'institut qui en porte le nom et qui ont tous pris part à la Révolution libératrice dont Boudheraa Salah qui projetait déjà de porter les armes dès 1947. Ibn Badis comme les autres 11 membres fondateurs de l'AOMA ont semé dans les esprits les valeurs religieuses et l'amour de la patrie pas seulement à l'Est du pays. Le bureau d'Alger de l'AOMA à Nadi Ettaraqi (sis place des Chouhada à Alger) donnait à cette action une dimension nationale lui permettant d'ouvrir des sections et des établissements à travers tout le pays dont la Medersa Dar El Hadith de Tlemcen.

R. R.

Tébessa : Une réunion de coordination sur le site archéologique et le projet minier

La présentation, le suivi et l'évaluation des phases d'exécution des travaux de réhabilitation de la ligne ferroviaire reliant Djebel El Onk à Tébessa et la zone Oued El Kebarit sur une distance de 177 km dans son axe menant au complexe Djebel El Onk à travers sa rénovation, sa modernisation et son électrification pour protéger le site archéologique ont été

abordés lors d'une réunion de coordination technique présidée par le wali de Tébessa. Selon la wilaya, le wali a insisté tout au long de ses interventions sur «la nécessité d'une coordination fructueuse et positive entre tous les partenaires, secteurs et institutions concernés et d'un renforcement de la communication entre eux avec l'accélération des procédures

administratives». Il a appelé, aussi, à «cerner les obstacles et à les lever localement et centralement afin d'achever les travaux avant le 31 décembre prochain». Le wali a aussi demandé aux responsables concernés de l'assiette pour «la réalisation d'un jardin au niveau d'un site archéologique dans la commune de Bir el-Ater».

R. R.

Tougourt : un programme pour renforcer le parc des infrastructures juvéniles et sportives

Un programme de développement a été retenu en faveur de la wilaya de Tougourt pour renfoncer son parc des infrastructures juvéniles et sportives, a affirmé jeudi dernier le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad. S'exprimant lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M. Hammad a indiqué que «la wilaya de Tougourt a bénéficié, à la faveur d'un financement global estimé à 606 millions DA pour l'exercice 2023, d'un programme de développement sectoriel composé de 29 opérations, portant renforcement et réhabilitation du parc des infrastructures juvéniles et sportives». «Ces opérations sont appelées à consolider les installations du secteur, tout en permettant aux jeunes et enfants de la wilaya de pratiquer leurs activités dans des espaces appropriés», a-t-il souligné. Le programme en question, comprend notamment des opérations de réhabilitation de trois (3) stades de football implantés dans les communes de Tougourt et El-Alia, la réalisation d'un complexe sportif de proximité au niveau de cette dernière, en plus d'une salle omnisports à Tebesbest, la restauration et la remise en état de deux (2) boulodromes à Nezla et Tougourt et la réhabilitation d'une dizaine

d'établissements de jeunes à travers la wilaya, a-t-il fait détailler. M. Hammad a fait savoir que son département ministériel a alloué également une enveloppe financière de 120 millions de DA pour la rénovation des installations sportives et juvéniles, ainsi que la réalisation d'un nouveau siège de la Direction de la Jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, pour 180 millions DA. Le ministre a, dans ce sillage, mis l'accent sur la nécessité de respecter les délais et les normes de réalisation de ces installations destinées à renforcer le patrimoine du secteur de cette wilaya du Sud-est, qui totalise actuellement 176 structures sportives et 29 établissements de jeunes. Au cours de sa tournée, le ministre s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'une piscine semi-olympique (25 mètres) à Témachine (sud de Tougourt), où il a instruit l'entreprise réalisatrice d'accélérer la cadence des travaux pour rattraper le retard enregistré dans la réalisation de cette structure, devant être réfectionnée lors de la prochaine saison estivale. Toujours à Témachine, le ministre a inauguré un stade de 500 places, doté d'une pelouse artificielle. Répondant aux préoccupations soulevées par des représentants des clubs sportifs, concernant le déficit en matière de

soutien financier, le ministre a indiqué que ce problème est enregistré dans la plupart des wilayas, précisant que des démarches sont entreprises pour mobiliser tous les moyens d'accompagnement requis au profit des clubs et associations relevant du secteur. Dans la daïra de Taibet (Est de Tougourt), la délégation ministérielle a visité un projet d'une piscine semi-olympique, qui accuse un retard «considérable» en raison de difficultés financières qui entravent la réalisation des opérations restantes, entre autres, l'aménagement extérieur et la réalisation des réseaux divers, selon les explications fournies. Le ministre a, à ce propos, affirmé que son département ministériel s'engage à éradiquer tous les obstacles afin de réceptionner ce projet dans les plus brefs délais. Au terme de sa visite dans la wilaya de Tougourt, le ministre de la Jeunesse et des Sports a inauguré une piscine semi-olympique (200 places) à la cité El-Moustakbel (chef-lieu de wilaya), où il a appelé les responsables locaux du secteur à assurer le personnel d'encadrement qualifié pour s'occuper de la gestion de cette nouvelle structure, avant de donner le coup d'envoi d'une caravane nationale sur les dangers de la drogue.

APS

SOUDAN : UNE HISTOIRE É

De violents combats ont éclaté samedi 15 avril au Soudan, entre les forces paramilitaires du général Mohamed Hamdane Daglo et l'armée régulière, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane. La communauté internationale multiplie les appels au cessez-le-feu, mais la situation sur place reste floue et fait craindre un enfoncement du pays dans la guerre civile.

Les deux généraux soudanais avaient fait front commun lors du coup d'État d'octobre 2021, durant lequel ils avaient évincé les civils avec lesquels ils partageaient le pouvoir depuis la chute d'Omar el-Béchir en 2019. Mais au fil du temps, les brèches de cette union sont apparues au grand jour, Mohamed Hamdane Daglo dénonçant notamment l'échec du putsch de 2021, qui aurait réinstauré « l'ancien régime » d'Omar el-Béchir.

Depuis son indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de l'Égypte en 1956, le Soudan a vécu une histoire émaillée de conflits armés et de coups d'État. D'après des recherches du Center for Systemic Peace (CSP) et de Statista, les événements de cette semaine, toujours en cours, constitueraient la 36^e tentative de putsch (incluant les complots déjoués) de l'histoire du pays.

Qui sont Al-Burhane et Daglo, ces deux chefs de guerre qui se disputent le pouvoir ?

Abdel Fattah al-Burhane, chef de l'armée, à gauche, et le général Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemedti", à la tête des Forces de soutien rapide (FSR), à droite.

Plus d'une centaine de civils sont morts à Khartoum dans de violents combats. Abdel Fattah al-Burhane, chef de , et le général Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemedti", à la tête des Forces de soutien rapide (FSR) se disputent le pouvoir. Qui sont ces chefs de guerre anciennement alliés ? Depuis des semaines, le conflit était latent entre les deux généraux qui ont évincé ensemble les civils du pouvoir lors du putsch d'octobre 2021, avant de retourner leurs armes l'un contre l'autre.

Les combats à l'arme lourde ne cessent pas depuis samedi 15 avril et l'armée de l'air, dirigée par Abdel Fattah al-Burhane, vise en pleine ville les QG des Forces de soutien rapide (FSR). Ces ex-miliciens de la guerre dans la région du Darfour, supplétifs officiels de l'armée, qui obéissent à Mohamed Hamdane Daglo, sont déployés dans la capitale, en treillis et en armes, luttant pour prendre le contrôle des infrastructures du pays. Abdel Fattah al-Burhane incarne le visage du pouvoir militaire au Soudan, un pays quasiment toujours sous la coupe de l'armée depuis son indépendance en 1956.

C'est apparemment à son QG que tout commence ce samedi 15 avril. Les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), des miliciens venus au combat par la sanglante guerre du Darfour, l'ont "surpris", selon ses mots, avec une attaque menée "à neuf heures du matin" en plein Ramadhan et sous un soleil brûlant.

S'il a été si surpris, c'est que l'homme était de facto le dirigeant incontesté du Soudan depuis son putsch d'octobre 2021, organisé avec son second, le général Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemedti", patron des FSR.

Lors de ce coup de force, les deux hommes évincent les civils avec lesquels ils partagent le pouvoir depuis 2019, lorsque la rue avait poussé l'armée à limoger l'ex-président Omar el-Béchir. Pour aller vers la démocratie après trente années de dictature militaro-islamiste, toutes les forces soudanaises décident de se tourner vers le général Al-Burhane.

Mais à l'aube du 25 octobre 2021, à la surprise générale, le général Al-Burhane annonce à la télévision sa décision de faire arrêter la quasi-totalité des ministres et responsables civils.

Hemedti qui était pourtant à ses côtés, dénonce depuis un "échec" et qualifie le général Burhane d'"islamiste radical" et de "criminel". Côté armée, Daglo et ses "milices soutenues par l'étranger" sont des "ennemis".

Aujourd'hui âgé de 62 ans, ce natif de Gandatu, un village au nord de Khartoum, a coordonné l'envoi de troupes soudanaises au Yémen lorsqu'il était commandant des forces terrestres, en 2015. Ils étaient encore 15 000 en décembre 2019.

Après le putsch de 2019 contre Omar el-Béchir, Al-Burhane troque son éternel uniforme kaki, son béret et ses galons bien en vue pour une tenue civile. Moustache poivre et sel et longue silhouette élancée, ce père de trois enfants un temps attaché de Défense à Pékin, n'a de cesse de cultiver les liens diplomatiques de Khartoum.

Il est le grand artisan du projet de normalisation des relations avec Israël - le grand ennemi de l'ère Béchir - quitte à passer au-dessus de la diplomatie du temps où elle était tenue par les civils.

En janvier 2020, quelques mois après la chute de Omar el Béchir, il rencontre même le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en Ouganda.

Issu des rangs de l'armée et de l'aca-

démie militaire égyptienne - comme le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi -, l'homme est aussi très proche de l'influent grand voisin du nord. C'est d'ailleurs Le Caire qui a récemment proposé aux forces politiques soudanaises une initiative donnant la haute main au général Burhane. Dans le Golfe, le chef de l'armée a également été reçu à plusieurs reprises en grandes pompes. Mais de nombreux observateurs ont noté que, souvent, son grand ennemi Daglo était passé avant lui.

Le général Mohamed Hamdane Daglo Venu des milices qui ont semé la terreur au Darfour, le général Mohamed Hamdane Daglo dit "Hemedti" s'est imposé comme un acteur incontournable de la politique et de l'économie au Soudan. Au début des années 2000, alors pas encore trentenaire, "Hemedti", un surnom pour "Mohamed", n'était que le chef d'une petite milice de l'Ouest, frontalier du Tchad.

À la tête des miliciens Janjawid, il a mené la politique de la terre brûlée au Darfour, sur ordre de Omar el-Béchir. Des centaines de milliers de morts et plus de deux millions de déplacés plus tard, "Hemedti" a étendu sa sphère d'influence : du Darfour où il a toujours ses quartiers, il s'est mis à régner aussi sur Khartoum, ses couloirs du pouvoir, ses rendez-vous diplomatiques et ses accords commerciaux plus ou moins secrets.

Lors de la révolte populaire qui a renversé Omar el-Béchir en 2019, ses combattants sont accusés d'avoir dispersé dans le sang les manifestants pro-démocratie. Le 25 octobre 2021, quand le général Abdel Fattah al-Burhane, le chef de l'armée aujourd'hui son ennemi juré, mène un putsch pour évincer les civils, Hemedti lui prête main-forte et devient numéro deux du pouvoir militaire. Mais l'homme dit avoir changé. Lui qui a été un rouage de la dictature militaro-islamiste du général Béchir se pose désormais en paragon de l'Etat civil et en adversaire farouche de l'islam politique. Il s'aligne désormais sur les civils pour dénoncer l'armée et se réclamer des "acquis de la révolution" de 2019.

Né en 1975 dans une tribu arabe à la frontière entre Tchad et Soudan, Daglo n'a pas poursuivi d'études mais depuis 2019, il a travaillé sa façon de s'exprimer en arabe, langue qu'il parle toujours avec un fort accent de l'Ouest.

Habitué des conseils tribaux et friands des visites de troupes ou de

villages, l'homme n'a cessé de sillonner le pays pour rencontrer les dignitaires locaux, rouages vitaux de la dictature du général Béchir.

Il alterne treillis militaires - dans lesquels il a fait ses premières apparitions dans les années 2000, la tête coiffée d'un chèche - et costumes taillés sur mesure pour les réunions politiques.

Car l'homme a toujours joué des deux casquettes: en envoyant, selon des experts, ses hommes combattre en Libye ou au sein de la coalition militaire dirigée par les Saoudiens au Yémen, il a gagné des alliés politiques à Abou Dhabi et Ryad.

Ce Soudanais au bouc poivre et sel taillé de près, bague en or à chaque main, a un atout de poids en main: les FSR et leur réseau tiennent de nombreuses mines d'or, rappelle l'European Council on Foreign Relations (ECFR).

Et les États-Unis assurent que les paramilitaires russes de Wagner, présents dans plusieurs pays limitrophes, y opèrent avec elles. La proximité avec Moscou est en tout cas évidente: en y débarquant au lendemain même de l'invasion russe de l'Ukraine, Hemedti obtenait de rencontrer les plus hauts responsables.

Lundi 17 avril, il était toujours impossible de savoir ce que chaque force contrôlait dans le pays. Une véritable guerre urbaine se déroule dans les rues de la capitale. Les FSR ont annoncé avoir pris l'aéroport et être entrés dans le palais présidentiel, ce que l'armée a nié. L'armée assure elle tenir le QG de son état-major, l'un des principaux complexes du pouvoir à Khartoum

DEUX GÉNÉRAUX AU CŒUR DU CONFLIT.

Une bande sonore d'explosions, une ligne d'horizon dominée par une fumée noire et amère, une existence quotidienne faite de peur et d'incertitude, où les balles, les roquettes et les rumeurs fusent.

La vie dans la capitale du Soudan, Khartoum, et dans de nombreuses autres régions du pays, s'est soudainement dégradée. Deux généraux sont au cœur de cette situation : Abdel Fattah al-Burhan, chef des forces armées soudanaises (SAF), et Mohamed Hamdan Dagalo, plus connu sous le nom de Hemedti, chef des forces paramilitaires de soutien rapide (RSF). Les deux hommes ont travaillé ensemble et ont mené un coup d'État ensemble. Aujourd'hui, leur lutte pour la suprématie est en train de déchirer le Soudan.

Les relations entre les deux hommes ne datent pas d'hier.

Tous deux ont joué un rôle clé dans la lutte anti-insurrectionnelle contre les rebelles du Darfour, lors de la guerre civile qui a débuté en 2003 dans la région occidentale du Soudan.

Hemedti était le commandant de l'une des nombreuses milices arabes, collectivement connues sous le nom de Janjaweed, que le gouvernement a employées pour réprimer brutalement les groupes rebelles darfouris, en grande partie non arabes.

Majak D'Agoot était à l'époque directeur adjoint des services nationaux de renseignement et de sécurité, avant de devenir vice-ministre de la défense au Sud-Soudan lors de la sécession en

2011.

Il a rencontré Gen au Darfour, et a vaillaient bien en déclaré à la BBC comment l'un ou accéder au sommet Hemedti était simple milice "jouant un tionnel, aidant les que le général Bur de carrière, bien q ambitions du corp danais, tout était p

L'ARMÉE A DI SOUDAN PEND MAJEURE PAR HISTOIRE POS INDÉPENDANC

La tactique du gou four, décrite par Al liste du Soudan, co insurrection au ra troupes régulières niques et la puissa combattre les reb crier le moins du civiles.

Le Darfour a été dé mier génocide du X jawids étant accu ethnique et d'utilis comme arme de gu Hemedti est final commandant de ce décrit comme une Janjawids, la RSF. weed ont été accu ethnique et de vio le conflit du Darfour Hemedti s'est accrue lorsqu'il a c des troupes à la co l'Arabie saoudite a geant militaire sou Omar al-Bashir, en ter sur Hemedti et contrepoids aux fo lières, dans l'espo difficile pour un se le renverser.

En fin de compte, protestations pop raux se sont concer Bashir en avril 201 Plus tard dans l'ann accord avec les r former un gouver des civils et super souverain, un org militaire, avec le g tête et Hemedti co Ce gouvernement jusqu'en octobre 2 le les militaires on avec le général Bu l'État et Hemedti c Siddig Tower Kafi civil du Conseil so trait donc réguli généraux.

IL AFFIRME N' AUCUN SIGNE DÉSACCORD J COUP D'ÉTAT I

C'est alors que "le commencé à rétab les anciens membr leurs anciennes déclaré à la BBC. "I le plan de Gen Bur rer l'ancien régime au pouvoir.

COMPRENDRE MAILLÉE DE COUPS D'ÉTAT

Burhan et Hemedti
déclaré qu'ils tra-
semble. Mais il a
qu'il ne voyait pas
l'autre pourrait
t de l'État.

lement un chef de
rôle anti-insurrec-
militaires", tandis
han était un soldat
ue "avec toutes les
s des officiers sou-
ossible".

RIGÉ LE DANT LA RTIE DE SON T- CE.

vernement au Dar-
ex de Waal, spécia-
omme une "contre-
bais", a utilisé des
, des milices eth-
nce aérienne pour
elles, sans se sou-
monde des pertes

écrit comme le pre-
XXIe siècle, les Jan-
sés de nettoyage
ser le viol collectif
erre.

ement devenu le
e qui pourrait être
e ramification des
Les milices Janja-
sées de nettoyage
ls massifs pendant
ur. La puissance
considérablement
ommencé à fournir
alition dirigée par
au Yémen. Le diri-
danais de l'époque,
est venu à comp-
t la RSF pour faire
rces armées régu-
ir qu'il serait trop
ul groupe armé de

après des mois de
ulaires, les géné-
tés pour renverser
9.

née, ils ont signé un
manifestants pour
nement dirigé par
visé par le Conseil
ane mixte civil et
énéral Burhan à sa
nme adjoint.

a duré deux ans,
021, date à laquel-
t repris le pouvoir,
urhan à la tête de
omme adjoint.

était un membre
uverain et recon-
èrement les deux

AVOIR VU DE USQU'AU DE 2021.

général Burhan a
ir les islamistes et
es du régime dans
fonctions", a-t-il
devenait clair que
han était de resta-
e d'Omar al-Bashir



Selon M. Siddig, c'est à ce moment-là que M. Hemedti a commencé à avoir des doutes, car il estimait que les amis de M. Bashir ne lui avaient jamais fait entièrement confiance. La politique soudanaise a toujours été dominée par une élite largement issue des groupes ethniques établis autour de Khartoum et du Nil. Hemedti est originaire du Darfour et l'élite soudanaise parle souvent de lui et de ses soldats en termes péjoratifs, comme de "bouseux" incapables de diriger l'État.

Au cours des deux ou trois dernières années, il a tenté de se positionner comme une figure nationale, voire comme un représentant des périphéries marginalisées, en essayant de forger des alliances avec les groupes rebelles du Darfour et du Kordofan méridional qu'il avait auparavant été chargé de détruire.

Il a également parlé régulièrement d'un besoin de démocratie, bien que ses forces aient brutalement réprimé des manifestations civiles dans le passé. Les tensions entre l'armée et le FSR se sont accrues à l'approche de la date limite fixée pour la formation d'un gouvernement civil, en raison de l'épineuse question de la réintégration du FSR dans les forces armées régulières. C'est alors que les combats ont commencé, opposant le RSF aux SAF, Hemedti contre Gen Burhan, pour le contrôle de l'État soudanais. D'une certaine manière, Hemedti a suivi les traces des hauts gradés des Forces armées soudanaises, qu'il combat actuellement : au cours des dernières années, il a construit un vaste empire commercial, avec des intérêts dans les mines d'or et dans bien d'autres secteurs. Les généraux Burhan et Hemedti ont tous deux fait l'objet d'appels de la part de diri-

geants civils et de victimes du conflit au Darfour et ailleurs pour qu'ils soient jugés pour les abus présumés qu'ils ont commis.

Les enjeux sont extrêmement importants et les raisons ne manquent pas pour que ces anciens alliés devenus ennemis acharnés fassent marche arrière. L'armée envoie des négociateurs en Arabie saoudite après trois semaines de combats.

L'armée soudanaise, en guerre avec des paramilitaires pour le contrôle du pouvoir, a annoncé vendredi avoir envoyé des négociateurs en Arabie saoudite en vue d'une trêve, après trois semaines de combats qui ont fait des centaines de morts et qui menacent de plonger deux millions de personnes de plus dans la faim.

Alors que les frappes aériennes et les explosions ont continué à secouer toute la journée différents quartiers de Khartoum, l'armée du général Abdel Fattah al-Burhan a annoncé en soirée avoir dépêché des négociateurs en Arabie saoudite, après 21 jours de combats ayant fait 700 morts, 5.000 blessés, 335.000 déplacés et 115.000 réfugiés.

Ces émissaires vont se retrouver à Jeddah pour "discuter des détails de la trêve" plusieurs fois renouvelée mais jamais respectée, a-t-elle expliqué, sans que l'autre camp, celui des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamed Daglo, ne commente dans l'immédiat.

Depuis plusieurs jours, l'émissaire de l'ONU au Soudan, Volker Perthes, explique que les deux belligérants s'étaient dits "prêts à entamer des discussions techniques" portant uniquement sur les modalités d'un cessez-le-feu, citant l'Arabie saoudite comme un lieu de rencontre possible.

Un retour à des négociations politiques sur l'avenir d'un pays sorti en 2019 de 30 années de dictature militaro-islamiste pour replonger sous la coupe des militaires avec le putsch des deux généraux en 2021 ne sera envisageable qu'après une véritable trêve, avait-il martelé. Au-delà des victimes directes, cette nouvelle guerre fait progresser la faim, un fléau qui touchait déjà un Soudanais sur trois. Selon l'ONU, entre 2 et 2,5 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de malnutrition aiguë d'ici six mois si le conflit se poursuit.

"CATASTROPHE".

Face à la "catastrophe" dénoncée par les humanitaires, la communauté internationale peine à agir en rangs organisés. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU tiendra une session spéciale le 11 mai, soit près d'un mois après le début des hostilités. Dimanche, ce sont les ministres des pays de la Ligue arabe qui doivent examiner "le dossier soudanais" sur lequel ils sont profondément divisés, après plusieurs discussions entre dirigeants de l'Union africaine (UA) et de l'Igad, l'organisation régionale de l'Afrique de l'Est. La médiation américano-saoudienne ne semble ne pas toujours converger avec les autres efforts régionaux en vue de faire taire les armes. A Washington, le président Joe Biden a brandi jeudi la menace des sanctions mais s'est borné à dénoncer "les individus qui menacent la paix", sans nommer personne.

Pour le renseignement américain, il faut s'attendre à un conflit "prolongé" dans le pays de 45 millions d'habitants parce que "les deux camps pensent pouvoir l'emporter militairement et ont peu de raisons de venir à

la table des négociations" pour discuter de leur avenir politique.

LES HÔPITAUX DE KHARTOUM HORS D'USAGE.

Carte de Khartoum, capitale du Soudan, et ses environs dressant un état des lieux des hôpitaux, selon le syndicat des médecins soudanais

L'ONU prévient que 860.000 personnes, des Soudanais mais également de nombreux Sud-Soudanais retournant dans leur pays, pourraient traverser les frontières ces prochains mois et réclame 402 millions d'euros pour aider le pays, l'un des plus pauvres au monde.

"Plus de 56.000 personnes" sont arrivées en l'Egypte, selon l'ONU, "30.000 au Tchad", "plus de 12.000" en Ethiopie et 10.000 en Centrafrique.

Afdal Abdel Rahim, elle, attend de passer en Egypte. "Quand la guerre a commencé, avec des bombardements et des frappes aériennes", raconte-t-elle à l'AFP, "nous avons quitté nos maisons et nous nous sommes enfuis à Wadi Halfa", la dernière ville avant l'Egypte où des milliers de Soudanais fuyant la guerre se pressent.

Au Darfour, dans l'ouest frontalier du Tchad, des civils ont été armés pour participer aux affrontements mêlant militaires, paramilitaires et combattants tribaux ou rebelles, selon l'ONU. L'ONG Norwegian Refugee Council (NRC), dont les locaux ont été pillés, dénombre "au moins 191 morts, des dizaines d'habitations incendiées et des milliers de déplacés" dans cette région ravagée dans les années 2000 par un conflit ayant fait environ 300.000 morts et 2,5 millions de déplacés selon l'ONU.

I.M./agences

GUERRE CIVILE SOUDANAISE

DEUX MILLIONS DE PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES RISQUENT DE SOUFFRIR DE MALNUTRITION

Entre 2 et 2,5 millions de personnes supplémentaires risquent de souffrir de malnutrition aiguë au Soudan, pays en proie à des combats meurtriers depuis le 15 avril dernier, portant le total à 19 millions d'ici six mois si la crise se poursuit, a alerté vendredi, un porte-parole de l'ONU, cité par des médias étrangers.

Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, a fait savoir que «Le Programme alimentaire mondial prévoit que le nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë va augmenter entre 2 et 2,5 millions, portant le nombre total à 19 millions dans les prochains trois à six mois si le conflit se poursuit». Les Nations Unies ont indiqué également que 7 enfants étaient tués ou blessés toutes les heures au Soudan, selon les estimations des services sanitaires de Khartoum et du Darfour. «Depuis le début des combats, le 15 avril, jusqu'au 25 avril - soit 11 jours, y compris ces deux journées - les rapports que nous avons reçus font état de 190 enfants tués et de 1 700 blessés. Si l'on répartit ces chiffres sur ces 11 jours, cela signifie que toutes les heures, sept garçons ou filles ont été tués ou blessés», a déploré James Elder, porte-parole du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Par ailleurs, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU se réunira le 11 mai en session spéciale pour discuter de l'impact des combats sur les droits de l'homme dans ce pays de l'Afrique de l'Est. Cette réunion d'urgence est convoquée à la demande officielle du Royaume-Uni, de la Norvège, des Etats-Unis et de l'Allemagne, selon un communiqué du Conseil. Sur le plan diplomatique, l'armée soudanaise fidèle au général Abdel Fattah Al-Burhan, a fait savoir vendredi soir, qu'elle a dépêché des négociateurs à Jeddah en Arabie saoudite pour «discuter des détails de la trêve» qui devrait être renouvelée, alors que celles qui ont été décrétées jusque-là n'ont cessé d'être violées. Riyad et Washington mènent une médiation auprès des deux parties au conflit et l'émissaire de l'ONU au Soudan, Volker Perthes, a récemment indiqué qu'Al-Burhan et Hemedti (général à la tête des Forces de soutien rapide (FSR), ndlr) avaient accepté de mener «des discussions techniques sur une trêve respectée». Les paramilitaires des Forces de soutien rapide n'ont pas annoncé pour l'heure leur position vis-à-vis des négociations en Arabie saoudite

R.I./Agences

SOUDAN :

Poursuite des combats malgré la trêve

Les combats se poursuivaient vendredi au Soudan entre l'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR), pour le vingt-et-unième jour consécutif, malgré l'annonce d'une nouvelle trêve jusqu'au 11 mai, rapportent des médias. Vendredi matin, les cinq millions d'habitants de la capitale soudanaise, Khartoum ont été réveillés par frappes aériennes et tirs de mitrailleuse, selon des témoins cités par des médias. Les combats entre l'armée et les FSR ont tué depuis le 15 avril près de 500 civils, selon le dernier bilan donné jeudi soir par le Comité des médecins

soudanais. Les combats ont fait aussi plus de 5.000 blessés, déplacé au moins 335.000 personnes et ont poussé 115.000 autres à l'exil, selon les estimations de l'ONU, qui réclame 402 millions d'euros pour aider le pays. L'ONU prévient que 860.000 personnes, des Soudanais mais également de nombreux Sud-Soudanais retournant dans leur pays, pourraient traverser les frontières ces prochains mois. «Plus de 50.000 personnes avaient traversé le 3 mai» vers l'Egypte, selon l'ONU, «plus de 11.000» vers l'Ethiopie et «30.000 vers le Tchad».

I.M./Aps

NIGER :

Après AREVA, un géant français de l'uranium s'installe

Au Niger, après plusieurs années de négociations, le géant français du nucléaire Orano (ex-Areva) et Niamey viennent de signer un accord global de partenariat pour exploiter les gisements d'uranium du pays.

Le nouvel accord signe le retour du groupe français et lui permet donc de reprendre ses activités d'extraction du précieux métal nigérien. C'est un nouveau départ dans les relations de partenariat entre le Niger et le groupe nucléaire français Orano pour l'exploitation du site d'Imouraren, l'un des grands gisements d'uranium au monde, avec une réserve de 200 000 tonnes. On se rappelle que le groupe français avait abandonné il y a quelques années le gisement d'Imouraren, le plus important site d'uranium dans le nord du Niger, estimant que le site était non rentable. L'entrée en production a été gelée en 2014. Les discussions ont été longues, elles ont impliqué beaucoup de monde : des



conseillers des deux présidences française et nigérienne, ainsi que les conseillers juridiques, selon la ministre nigérienne des Mines, Ousseini Hadizatou Yacouba, et le directeur d'Orano, Nicolas Maes. En effet, Niamey avait jugé caduc le permis octroyé au géant français Orano, il fallait donc rebeloter. Aujourd'hui, c'est chose faite. Cet accord global de partenariat créera du temps, les conditions de

mener des actions pour la continuité des opérations d'extraction d'uranium dans le nord du Niger. Orano revient donc en force au Niger, où elle vient de décrocher un nouveau permis de recherche dans la même zone qu'elle avait pourtant abandonné il y a quelques années. Le géant français prévoit de nouvelles méthodes d'exploitation qui permettront de réduire les coûts de production. Par cet

accord, Orano veut démontrer, selon son directeur général, qu'il est possible aujourd'hui d'investir et de travailler au Niger.

Areva puis Orano sont présents depuis près de soixante ans au Niger et exploitent l'uranium du massif de l'Aïr dans le nord du pays, d'abord à Arlit puis à Akouta où la Cominak, filiale d'Orano a fermé le site, épuisé, en mars 2021. Imouraren prendrait le relais

I.M./avec RFI

ARMÉE SAHRAOUIE:

Nouvelles attaques contre des positions des forces d'occupation marocaine dans les secteurs de Houza, Farsia et Mahbes

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements des forces d'occupation marocaine dans les secteurs de Houza, Farsia et Mahbes, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles, a indiqué jeudi le ministère sahraoui de la défense dans son communiqué militaire N 784. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), «des unités de l'armée sahraouie ont intensifié leurs

attaques contre les retranchements des soldats de l'armée d'occupation marocaine dans les régions de Tarkanet, Lagtitira Ros Arbib Lgaa et Ros Diret à Houza». Des détachements avancés de l'APLS ont ciblé le poste de commandement du 43ème régiment à Amitir Lemkhinza et les

forces d'occupation marocaine dans la région de Laagued (Mahbes) et Agrara Lahdid (Farsia). Mercredi, des unités de l'armée sahraouie avaient intensifié leurs attaques contre les retranchements des soldats de l'armée d'occupation marocaine dans les régions de Sebkha Ténou-

ched, Grarat El Farsig et Oudi Oum Argba dans le secteur de Mahbes». Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation qui «subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte», a conclu le communiqué.

Par SPSRASD

ALLEMAGNE-AFRIQUE

Berlin soutient l'Afrique pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu

Déclarations du chancelier allemand Olaf Scholz, lors de sa visite ce vendredi au Kenya, deuxième étape de sa tournée africaine, au cours de laquelle il a réitéré son soutien à l'adhésion de l'Union africaine au G20. Le chancelier allemand Olaf Scholz a indiqué, vendredi, que Berlin soutenait l'Afrique pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu. Lors de sa rencontre avec le président kényan William Ruto dans la capitale Nairobi, Scholz, a déclaré qu'il adhère au principe «des solutions africaines aux problèmes africains», notamment en ce qui concerne le conflit au Soudan, et de ce fait, il soutenait les pays africains pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité, selon l'agence américaine «Associated Press».

«Berlin soutient les efforts permettant à l'Afrique d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité, et plaide également pour l'adhésion de l'Union africaine au Groupe des Vingt», a affirmé le dirigeant allemand à l'issue de ses entretiens bilatéraux avec Ruto. Par

ailleurs, Scholz a exprimé sa préoccupation face aux combats en cours au Soudan, qui ont fait des centaines de morts, et exhorté les parties militaires au conflit à mettre un terme aux combats. «L'armée et les Forces de soutien rapide doivent mettre fin à leur lutte de pouvoir», a affirmé le dirigeant allemand soulignant que ce conflit «affecte le peuple soudanais». La chancelier allemand a rappelé son pays soutenait tout règlement pacifique des conflits en Afrique, notamment au Soudan. Scholz s'est rendu au Kenya dans le cadre d'une tournée africaine de deux jours qui a débuté en Éthiopie, où il a rencontré des responsables de l'Union africaine, et annoncé le soutien de Berlin à l'adhésion de cette organisation intergouvernementale d'États africains au Groupe des Vingt.

Cette tournée africaine est la deuxième effectuée par Scholz depuis sa prise de fonction en décembre 2021 et s'est concentrée sur des questions économiques et politiques, dont la situation au Soudan

R.I.

CAN U17

Les Verts en quarts de finale

Anatouf reprend la tête du classement des buteurs du tournoi avec 3 réalisations. Les Congolais ont jeté toutes leurs forces en attaque dans l'objectif de reprendre l'avantage, mais la défense algérienne a résisté jusqu'au coup de sifflet final...

L'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17) s'est qualifiée, non sans difficulté, pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023. Elle a trouvé des difficultés à entrer dans la partie, laissant l'initiative du jeu aux Congolais, qui se sont procurés deux occasions franches durant le premier quart d'heure de jeu, à l'image de celle de Nzebele (4e), dont le tir a été détourné in-extremis en corner par un défenseur algérien alors qu'il se trouvait face à face avec le portier Hammache. Tétanisés par l'enjeu de ce match, les coéquipiers de Younés Badani ont échoué à imposer leur jeu face à une équipe congolaise



entreprenante, bien organisée et surtout plus motivée, qui a gagné la bataille du milieu de terrain. Les "Verts", bien en place défensivement, n'ont réussi à se procurer, en revanche, qu'une seule occasion, laissant sur leur faim les supporters qui se sont déplacés à l'enceinte de Baraki pour prêter main forte aux joueurs du sélectionneur Arezki Remmane. Après la pause, le Congo a poursuivi dans le même rythme en monopolisant le ballon, face à la

sélection algérienne qui a procédé par des contres. Servi idéalement par Chetoui, Mohamed Abdelmoudjib, seul face au portier congolais Bonazebe, a raté une grosse occasion de donner l'avantage aux siens (57e). Les joueurs du sélectionneur italien Fabrizio Cesana sont repartis vers l'avant, ce qui leur a permis d'ouvrir logiquement la marque. Suite un tir sur le droit, Hammache s'interpose mais le ballon reste dans le jeu, ce qui profite à

Ndzoukou qui ouvre le score d'un tir dans l'angle fermé. Entré en cours de jeu, l'attaquant Moslem Anatouf est parvenu à remettre les pendules (74e) sur une passe décisive de Bahlouli. Anatouf reprend la tête du classement des buteurs du tournoi avec 3 réalisations. Les Congolais ont jeté toutes leurs forces en attaque dans l'objectif de reprendre l'avantage, mais la défense algérienne a résisté jusqu'au sifflet final de l'arbitre nigérian Abdulsalam Abiola Kasim. Dans l'autre match du groupe A disputé au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, le Sénégal a conforté sa position de leader en battant facilement la Somalie (3-0). Les quatre premiers du tournoi représenteront l'Afrique au Mondial U17 qui devait se jouer au Pérou du 10 novembre au 2 décembre prochains, avant que la Fédération internationale (Fifa) ne décide de retirer l'organisation à ce pays en raison du retard pris dans la réalisation des infrastructures sportives, dont les stades de football. La Fifa n'a pas encore désigné le pays hôte qui remplacera le Pérou. **R.S.**

JUDO/MONDIAUX 2023

« Récolter le maximum de points dans la course à la qualification olympique »

Le coach national des messieurs, Meziane Dahmani, a estimé que « les judokas algériens sont au top de leur forme à quelques jours du début de la compétition, qu'ils aborderont sans pression ».... Composée de six athlètes (2 dames, 4 messieurs), la sélection algérienne de judo, engagée aux Championnats du monde 2023 prévus du 7 au 13 mai 2023 à Doha (Qatar), aura pour principal objectif de "récolter le maximum de points" en prévision des qualifications aux Jeux olympiques de Paris-2024, a indiqué jeudi dernier le Directeur technique national (DTN), Abdelmalek Ait Mouffok. "Nous avons engagé six athlètes aux Mondiaux 2023 de Doha avec l'objectif de récolter le maximum de points dans la course à la qualification aux Jeux olympiques de Paris-2024 dans une compétition qui regroupera les meilleurs judokas au monde", a expliqué Ait Mouffok en conférence de presse tenue jeudi à Alger, avant le départ de la délégation algérienne pour la capitale qatarie. Pour le rendez-vous de Doha, l'Algérie sera représentée par six

judokas, à savoir chez les messieurs Waïl Ezzine (-66 kg), Dris Messaoud (-73 kg), Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaâ (+100 kg), alors chez les dames la sélection nationale sera représentée par Belkadi Amina (-63 kg) et Sonia Asselah (+78 kg). "Nous avons dans un premier temps inscrits sept athlètes aux Mondiaux, avant de retirer Faïza Aïssahine (-52 kg), qui n'est pas au top de sa forme. Nous avons donc décidé en consultation avec la direction technique de l'inscrire au prochain Grand Slam prévu en Autriche pour lui permettre de revenir à 100% de ses moyens", a expliqué Ait Mouffok. Le DTN a également indiqué que la sélection algérienne ne participera pas aux épreuves par équipes, afin de permettre aux judokas de se concentrer sur leur objectif. Concernant la préparation de la sélection nationale en prévision des Mondiaux 2023, le DTN a assuré que les judokas algériens ont bénéficié des meilleures conditions pour réaliser de belles performances à Doha. "Nos athlètes ont bénéficié d'une préparation optimale,

notamment durant le mois sacré de Ramadhan en participant au Grand Slam de Turquie, suivi d'un stage à Alger avant le départ pour Doha prévu ce jeudi. Nos athlètes sont motivés et confiants pour réaliser de bons résultats et récolter le maximum de points pour la qualification olympique", a-t-il insisté. De son côté, le coach national des messieurs, Meziane Dahmani, cité dans une dépêche de l'APS, a estimé que "les judokas algériens sont au top de leur forme à quelques jours du début de la compétition, qu'ils aborderont sans pression". "Nous appliquons notre feuille de route pour que nos athlètes soient fin prêts le jour J. Maintenant, nous allons axer notre travail sur l'aspect psychologique afin d'aborder la compétition avec un moral d'acier et jouer nos chances à fond", a-t-il dit. Prévus du 7 au 13 mai à Doha (Qatar), les Championnats du monde de judo enregistreront la participation de 683 athlètes (356 messieurs et 327 dames) de 100 pays, des cinq continents, selon la Fédération internationale de judo (IJF). **R.S.**

Une nuit de folie et de célébrations à Naples pour son troisième titre

La ville Naples a vécu jeudi une nuit de folie et de célébrations qui a irradié toute la métropole méridionale pour fêter le 3e titre de champion d'Italie de son histoire, assombries toutefois par un mort et des dizaines de blessés. Toute la nuit, chants, pétards et fumigènes ont accompagné la foule qui a envahi les rues dès l'annonce que le Scudetto était enfin revenu à Naples après 33 ans d'absence. « C'est la nuit la plus belle que j'ai vécue », ajoute la quadragénaire, qui confesse avoir fait la fête jusqu'à 04H00 du matin. « A Naples on aime la vie et faire la fête, c'est ce qui nous différencie des

autres villes », explique-t-elle. « Je crois que la fête va durer toute l'année », pronostique-t-elle en souriant. Naples a décroché son titre jeudi soir, à cinq journées de la fin du championnat et plus de 30 ans après les deux premiers de l'époque de Diego Maradona (1987, 1990), grâce à un point offert par Victor Osimhen à Udine (1-1). Tout comme le milanais Silvio Berlusconi la veille, la Première ministre Giorgia Meloni, elle-même romaine pur jus, s'est fendue d'un tweet vendredi matin pour adresser ses « compliments à toute l'équipe, à l'entraîneur Spalletti (...) pour ce résultat

mérité ». L'évènement a bien sûr fait les gros titres de la presse nationale: « Naples champion, grande fête dans la ville », proclame le quotidien de centre-gauche La Repubblica. La photo d'Osimhen trône en une du quotidien milanais Il Corriere della Sera, qui titre « La fête du Napoli champion », tandis que le journal napolitain Il Mattino se réjouit que « Naples chante », tout en précisant que c'est « sous l'ombre du roi Diego » Maradona, le génie argentin qui avait donné à Naples son dernier titre en 1990. **R.S.**

CAN 2023 (U-17) LE PUBLIC ALGÉRIEN AU RENDEZ-VOUS

Encore une fois, l'Algérie, forte de l'expérience du CHAN 2023, est en train de gagner son pari en ce qui concerne l'organisation de la 14e édition de la Coupe d'Afrique des nations de football des moins de 17 ans (CAN U17). Pour l'instant et après une semaine de compétition tout se déroule dans d'excellentes conditions puisqu'aucun incident, même mineur, n'a été signalé. Sur le plan jeu, on a assisté également à quelques bons matchs, notamment l'affiche Afrique du Sud – Zambie (3-2) qui aura tenu toutes ses promesses. Mais la plus grande satisfaction des organisateurs de ce tournoi continental demeure incontestablement la bonne affluence des supporters dans les stades abritant les rencontres de cette CAN. En effet, en plus du stade Nelson-Mandela de Baraki qui enregistre une affluence nombreuse à chaque rendez-vous de la sélection nationale, les enceintes du Chahid Hamlaoui de Constantine et du 19-Mai-1956 d'Annaba, où sont domiciliés les groupes B et C, attirent elles aussi la grande foule. Des matchs comme Mali – Cameroun ou encore Nigeria – Maroc et Afrique du Sud – Zambie se sont déroulés devant des tribunes pleines Mercredi à Constantine, ils étaient un peu plus de 15.000 spectateurs à suivre ces deux matchs et à mettre une ambiance exceptionnelle. Jamais de l'histoire du CHAN un match qui ne concerne pas la sélection du pays hôte aura vu une telle présence de spectateurs. Les Constantinois, en familles pour la plupart, accompagnés de leurs enfants ont subjugué, par leur forte présence et leur haut sens du fairplay et du respect des participants les représentants de la Confédération africaine de football (CAF) ainsi que les responsables du Comité d'organisation local. **R.S.**

ELLE A TOUJOURS MILITÉ
EN FAVEUR DE L'AFRIQUE
ET DE SON DÉVELOPPEMENT

MOULOUDJI MET EN
AVANT L'IMPULSION
DE L'ALGÉRIE



L'impulsion de l'Algérie en faveur de l'Afrique et de son développement économique, social et culturel a été mise en avant depuis la capitale cubaine, La Havane, par la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji. Dans son allocution à l'ouverture de la Réunion des ministres de la Culture du Groupe des 77 + la Chine, la ministre a rappelé "l'orientation et l'impulsion africaines données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de l'Afrique et de son développement économique, social et culturel par le raffermissement de nos engagements panafricanistes". Pour le secteur de la Culture, la ministre a mis en lumière le développement par l'Algérie "d'actions et programmes de coopération et de soutien, aussi bien dans les domaines du patrimoine culturel que dans celui de la création et des industries culturelles". Dans cette optique, l'Algérie s'est dotée, explique la ministre, "d'instruments pertinents (...) à même de prendre en charge ses patrimoines culturels en même temps qu'ils développent des études universitaires, de recherches scientifiques, une expertise et des actions importantes en matière de préservation, de conservation, de restauration, de sauvegarde, de diffusion et de mise en circulation sociale de ses propres héritages culturels et de ceux de l'humanité". L'Algérie qui "partage son potentiel, ses acquis, et ses expériences", souhaite voir ces héritages culturels "partagés par le monde" et servir de "passerelles assurant un flux continu d'échanges dans un dialogue culturel permanent avec le monde", poursuit la ministre. La ministre a également rappelé que l'Algérie, "fidèle à ses engagements panafricanistes", a demandé à l'Unesco de lui accorder l'honneur de créer et d'abriter sous ses auspices, un Centre de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de tout le continent africain. Le Crespiau déploie une grande activité et vient tout juste de conclure les travaux d'un grand atelier de renforcement des capacités africaines ayant regroupé à Alger 44 pays autour de la question de l'état du patrimoine culturel immatériel du continent, a-t-elle indiqué. La ministre de la Culture et des Arts a, par ailleurs, tenu à remercier l'Union africaine et l'ensemble des pays du continent d'avoir accordé à l'Algérie l'honneur d'abriter le Grand Musée de l'Afrique qui sera "consacré à la culture, les arts, la création et l'histoire du continent pour rappeler au monde que ce continent à partir duquel a commencé l'aventure humaine est aussi celui du présent et de l'avenir". Mme Mouloudji prend part à la réunion des ministres de la Culture du Groupe des 77+la Chine qui se tient à La Havane.

R.C./Aps

AUX RYTHMES ET SONORITÉS AFRICAINES

Le jeune chanteur «Sultan Gnawa» en concert à Alger

Le jeune chanteur "Sultan Gnawa" a animé jeudi soir à Alger, un concert conçu dans un mélange des genres qui a allié la musique diwane aux rythmes et sonorités africaines, à la Pop Music, au Rock et autres genres contemporains.

Accueilli à la salle Ibn-Khal-doun, le spectacle, déroulé en près d'une heure et demie de temps, a invité le public peu nombreux à une randonnée onirique faite d'un florilège de pièces au contenu enraciné dans la musique diwane et à la forme ouverte sur la modernité de la World Music. Une dizaine de pièces tirées de "Djawla fi Ifrikiya", premier album de "Sultan Gnawa", sorti en 2023 chez les éditions Ostwana, a enchanté l'assistance qui a profité de cette belle opportunité, organisée par l'Etablissement Arts et Culture, dans le cadre de ses activités culturelles et artistiques coïncidant avec la Coupe d'Afrique des nations des footballeurs de moins de 17 ans. Soutenu par six musiciens virtuoses, le jeune chanteur a rendu avec une voix présente et étoffée les pièces, "Istijhbar", "Fi wast Ed'lam", "Soudan Ya yema", "Mayno", "Sallou aâla Nabina", "Bada-wiya", "Wed Chouli", "Rabbi Laâfou", "Kan ya makan", "N'set", "Ghomari", "Esprit de Mira" et "Fou fou Danba", au plaisir des quelques spectateurs présents, qui ont vite cédé au déhanchement. Compagnon de route et manager



de Sultan Gnawa, Habib Bendjelida (Habib Ben-J), au bendir et aux karkabous, s'est surpassé interagissant avec le public, tout comme Hamadouch Nabil Kaddour Bouazzi au clavier, Hichem Yammi à la guitare, Anis Beddiar à la batterie, Mohamed Amine Mallek à la basse et Abdellah Fodil Benlaoukli à la derbouka et à la percussion également. Les saveurs d'un genre autochtone, aux tendances universelles, magnifiées par des paroles et des mélodies algériennes issues de la créativité foisonnante de Sultan Gnawa

(au gumbri et aux percussions), tel est le cocktail proposé, dont les titres ont été arrangés par, Hichem Yammi et Habib Ben-J. "A partir de la musique algérienne, j'essaie de fusionner d'autres genres pour connecter notre héritage ancestral, si riche et si varié, avec celui de l'Afrique et autres musiques contemporaines", explique le chanteur venu d'Oran. Rendant hommage au Maâlem Benaisa Bahaz (1965-2008), Sultan Gnawa qui a longtemps interagi avec le public, l'invitant à reprendre chaque refrain,

s'est vu rappelé en fin de spectacle pour entonner encore un dernier titre sous les applaudissements nourris de l'assistance et dans une ambiance empreinte de convivialité. Diwan en Algérie, ce genre de musique envoûtant, qui s'accompagne de rites connaît d'autres appellations dans d'autres pays, comme le Taknawit, le gnawi, ou encore le Stambali. Genre de musique exclusivement folklorique, le Diwan tend à mettre en valeur le multiculturalisme et la richesse patrimoniale de l'Afrique. Sultan Gnawa a été surnommé ainsi, en raison de "son fort attachement" à ce genre de musique et "sa singularité" quant à la manière dont il l'exécute. Très tôt déjà, il a commencé à pratiquer cet art ancestral pour s'investir plus tard, en 2019, pleinement dans un projet culturel au titre éponyme, avec pour objectif principal de développer cet art et de le mêler aux musiques contemporaines en Afrique. Sultan Gnawa compte à son actif plusieurs participations à des rencontres nationales et internationales. Actuellement, il travaille sur son deuxième album.

M. Dj.

MOIS DU PATRIMOINE :

Les Panaf, le Crespiau et le Grand Musée d'Afrique, carrefours du patrimoine du continent

Depuis la première édition du Festival panafricain en 1969, dédiée à la mise en place des fondamentaux du panafricanisme et à la réappropriation du patrimoine culturel africain, l'Algérie n'a eu de cesse d'œuvrer pour la sauvegarde du patrimoine du continent et l'affirmation de sa culture, une entreprise qui a donné naissance à de nombreuses structures et festivals qui font rayonner la culture africaine. Lors de ce grand rassemblement à Alger dédié au dialogue, à la confrontation et à la découverte des diversités culturelles africaines, la nécessité de créer des institutions et des festivals continentaux dont la mission est de protéger, financer et promouvoir le produit culturel africain, s'était naturellement imposée au sortir du colonialisme. C'est ainsi que des institutions comme la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci) et le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) ont vu le jour, avec l'optique de la libération culturelle et intellectuelle du continent. Avec l'adoption de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI), l'Algérie, pionnière de la sauvegarde et de la recherche sur le PCI et en anthropologie, s'était engagée à prendre en charge les dossiers internationaux communs avec les autres pays du continent et de

partager ses compétences pour une meilleure prise en charge de ce legs de l'humanité. Cet engagement s'était traduit pour la première fois avec le classement en 2013 des "Pratiques et savoirs liés à l'Imzad des communautés Touareg d'Algérie, du Mali et du Niger" qui était en voie de disparition dans les trois pays. Avec des têtes d'affiche comme la diva algérienne Warda El Djazairia, la Capverdienne Cesaria Evora, la Malienne Oumou Sangaré, le Guinéen Mory Kanté ou encore le Sénégalais Youssou N'Dour, le deuxième Panaf de l'histoire revient en Algérie en 2009, le seul pays à avoir assuré un événement culturel d'une telle envergure, et 40 ans plus tard avec le renouveau du continent en ligne de mire. A cette occasion, les anthropologues du continent s'étaient réunis pour étudier les voies de préservation du patrimoine culturel africain et le renforcement des compétences existantes. Le Crespiau et le Grand musée d'Afrique, les grands projets continentaux du patrimoine Opérationnel depuis 2018, le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiau), un centre régional placé sous l'égide de l'Unesco, est un point focal pour tous les anthropologues africains et un centre rassembleur d'échange de connaissances émanant de la Déclaration d'Al-

ger, sanctionnant le colloque sur l'anthropologie africaine organisé en 2009. Le choix de l'Algérie était motivé par les rapports de faisabilité des experts dépêchés par l'Unesco et basés sur les critères de "l'importance de la densité patrimoniale, la politique publique et les textes juridiques de préservation du patrimoine, et l'existence d'institutions dédiées, de centres d'expertise et d'un potentiel important d'experts, chercheurs et enseignants". Cette année le Crespiau, le seul centre régional de l'Unesco dans le continent, a rassemblé à Alger des experts du patrimoine représentant les points focaux de l'Unesco dans 44 pays du continent pour une formation qui vise à améliorer les connaissances des experts chargés, entre autres, de la rédaction des rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003. Autre fruit du Panaf et des efforts pour le patrimoine du continent, l'Algérie a été mandatée par l'Union Africaine (UA) pour abriter et réaliser le futur Grand Musée d'Afrique, l'un des projets majeurs de l'agenda de l'UA pour l'année 2063, adopté en conférence des ministres africains de la Culture en 2006. Ce projet, financé par l'Algérie, est conçu comme un pôle culturel prestigieux et un phare du rayonnement culturel du continent africain

I.M./APS

[illegible]

L'EXPRESS

L'Express la quotidienne
Démocratique - Algérie

À propos

Suggérer des modifications

Photos

République Algérienne Démocratique Et Populaire
Wilaya de Média
Daira de Ksar el Boukhari
Commune de Ksar El Boukhari

AVIS D'ADJUDICATION AUX ENCHERES

Location marché hebdomadaire a bestiaux et divers expositions, pour une durée d'une 01 année renouvelable une seule fois année 2023

mise à prix d'ouverture annuelle 11 700 000 DA

Numéro d'identification fiscale 000426355025422

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Ksar el Boukhari informe qu'un avis d'Adjudication aux enchères public à l'extinction des feux pour Location marché hebdomadaire a bestiaux et divers expositions, pour une durée d'une 01 année renouvelable une seule fois année 2023 . Toute personne intéressée par cette adjudication est invitée à se présenter auprès du bureau de marché publics pour le retrait de cahier des charge contre un paiement de 5000.00 da, le dossier de participation sera déposé dans un pli fermé portant le dossier dans une enveloppe extérieure portant mention avis aux enchères public (il n'a pas cours). L'enchère se déroulera à la date du 14/05/2023 A 10H au siège de la commune de Ksar el Boukhari.

Détails de l'opération : Location marché hebdomadaire a bestiaux et divers expositions, pour une durée d'une 01 année renouvelable une seule fois année 2023

Les soumissionnaires doivent adresser leurs demandes d'admission au président de l'Assemblée Populaire Communale de Ksar el Boukhari , une journée avant la date fixe pour l'adjudication et peuvent consulter tout information au bureaux de marché publics et retirer le cahiers des charges .

L'EXPRESS DU 07/05/2023 **ANEP N° 2316011044**

CONSTRUCTION

À LUANG PRABANG, AU LAOS, LE BARRAGE DE TOUS LES DANGERS

Par South China Morning Post

Le chantier, qui doit débuter en juin, est situé au “pire endroit possible” d’un point de vue sismique et demeure dangereusement proche d’un site classé au patrimoine mondial de l’Unesco, s’inquiète le “South China Morning Post”.

Alors qu’il se reposait sur le futur site du barrage de Luang Prabang, Bouddha aurait souri, puis prédit qu’une ville riche et puissante naîtrait un jour dans cette région de basse montagne où le fleuve du Mékong rejoint son affluent, le Nam Khan. L’Unesco s’émerveille aujourd’hui de trouver dans cette ancienne capitale royale du Laos des pagodes qui sont “parmi les temples bouddhistes les plus sophistiqués d’Asie du Sud-Est” et juge son patrimoine, tant architectural qu’artistique, “exceptionnel”, “en parfaite harmonie avec l’environnement naturel”. Mais ce patrimoine, dans le nord du pays, est désormais menacé par un projet de barrage “situé à seulement 8,6 kilomètres d’une ligne de faille sismique active”, s’inquiète le South China Morning Post. Pour le sismologue thaïlandais Punya Churasiri, interrogé par le média régional, “ce nouveau barrage pourrait ainsi déclencher un fort séisme de magnitude 7 ou 8”. Les barrages en service ou en fin de construction au Laos. Les barrages en service ou en fin de construction au Laos. Malgré ces inquiétudes, et l’absence d’une étude rigoureuse concernant les risques sismiques, les autorités laotiennes ont donné leur feu vert pour ce projet soutenu par des promoteurs et investisseurs thaïlandais. Un énième barrage, rappelle le journal anglophone, qui apparaît comme une nouvelle preuve de l’ambition du Laos, pays enclavé et rural d’Asie du Sud-Est, de devenir “la batterie de l’Asie” “en multipliant ses ressources en hydroélectricité. Ce projet, situé à 25 kilomètres en amont de Luang Prabang, risque également de menacer “l’intégrité” de cette ville classée au patrimoine mondial de l’Unesco. L’Unesco, rapporte le SCMP, a dès lors enjoint les autorités laotiennes d’abandonner le chantier. Si celui-ci arrive à son terme, rappelle ce journal régional, les pays qui achèteraient l’électricité produite à partir de ce barrage violeraient ainsi la Convention du patrimoine mondial des Nations unies. Minja Yang, ancienne responsable du patrimoine de l’Unesco pour la région Asie-Pacifique, se désole quant à elle de cet énième barrage construit dans ce pays, qui en compte déjà 70 pour une superficie deux fois moins grande que la France : “Le Laos compte tellement de barrages que cela n’a aucun sens [d’en construire un nouveau] et de tuer le tourisme culturel. Cela ne peut que conduire Luang Prabang à se retrouver sur la liste des sites en danger de l’Unesco, et provoquer la perte de milliers d’emplois.”

ERDOGAN :

«La Turquie ne permettra pas que sa politique soit dirigée par les couvertures de magazines»

Les déclarations du chef de l'État turc font suite à la publication par le magazine britannique The Economist d'une couverture sur laquelle sont inscrits : «Sauvez la démocratie», «Erdogan doit partir»

Par Agence Anadolu

«L a Turquie ne permettra pas que sa politique soit dirigée par les couvertures de magazines qui sont des 'appareils opérationnels des puissances mondiales'», a réagi vendredi le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Les déclarations du chef de l’État turc font suite à la publication par le magazine britannique The Economist d’une couverture sur laquelle sont inscrits : «Sauvez la démocratie», «Erdogan doit partir», «Votez !». Les élections présidentielle et parlementaires se tiendront le dimanche 14 mai en Turquie. Les citoyens turcs devront choisir entre quatre candidats à l’élection présidentielle. Il s’agit du président Recep Tayyip Erdogan, candidat à sa propre succession, Muharrem



Ince, Kemal Kilicdaroglu et Sinan Ogan. Pas moins de 24 partis politiques et 151 candidats indépendants sont en lice pour les 600 sièges du parlement turc. En ce qui concerne la politique étrangère d’Ankara,

Erdogan a rappelé que grâce aux efforts des diplomates turcs, le pays a mis en œuvre une politique «confiante, entreprenante et humanitaire». «En faisant passer le nombre de nos représentations à l’étranger de

163 à 260, nous sommes devenus l’un des cinq pays disposant du plus grand réseau diplomatique au monde, a-t-il ajouté. La Türkiye se tient aux côtés de ses frères avec tous ses moyens lorsque cela est nécessaire, comme en Libye, en Syrie et au Karabakh, qui a été libéré après 30 ans d’occupation arménienne. La Türkiye contribue à la résolution des crises régionales par le biais de l’accord sur les céréales de la mer Noire.» En tant qu’État dont l’histoire est pleine de victoires glorieuses, a souligné Recep Tayyip Erdogan, la Türkiye occupe la place qu’elle «mérite dans le système international.» Nous espérons qu’avec le siècle de Türkiye, nous parviendrons à hisser toutes ces réalisations diplomatiques au sommet», a-t-il conclu

FRANCE :

Le gouvernement doit faire du redressement des finances publiques une priorité nationale

Dans son rapport annuel, la Cour des comptes pointe des finances publiques dégradées par des crises successives. Les Sages de la rue Cambon, appellent le gouvernement à sortir «définitivement «de la logique du «quoi qu’il en coûte ». La Cour des comptes, juridiction financière de l’ordre administratif en France, s’est déclarée vendredi préoccupée «par le redressement des finances publiques », qui selon l’institution, «doit être une priorité nationale ». Les Sages de la rue Cambon ont exhorté, en ce sens, le gouvernement à engager un «redressement résolu «des finances publiques et à sortir «définitivement «de la logique du «quoi qu’il en coûte ». C’est ce qui ressort des déclarations du premier président de l’institution, Pierre Moscovici, lors de la présentation du rapport annuel 2023 de la Cour des comptes, à la presse. Dans son rapport public annuel de 572 pages, remis au président Emmanuel Macron avant sa présentation devant la presse ce vendredi 10 mars au matin, la Cour des comptes a tiré la sonnette d’alarme, pointant une croissance au ralenti, une dette qui culmine à 111% du PIB, des dépenses publiques qui conti-

nuent de croître, sans compter les milliards d’euros dépensés pour aider les ménages et les entreprises à affronter la crise sanitaire, la guerre en Ukraine et l’envolée des prix de l’énergie. Selon l’institution, 37,5 milliards d’euros ont été dépensés dans le cadre de la crise sanitaire et du plan de relance en 2022, et près de 12,5 milliards en 2023. Il faut y ajouter les mesures prises pour amortir l’inflation qui ont représenté 25 milliards en 2022 et 36,3 milliards en 2023. «Les finances publiques étaient déjà dégradées avant la pandémie de Covid-19, mais à notre sens, elles appellent maintenant des mesures urgentes », a déclaré Pierre Moscovici. Et le président de la Cour des comptes d’ajouter «Le redressement des finances publiques doit être une priorité nationale », au risque de paralyser l’action publique. «L’accent doit être résolument mis sur la maîtrise des dépenses », recommande Moscovici, autrement dit, «sortir définitivement du “quoi qu’il en coûte” ». Le principal risque à court terme pour la France est celui de creuser l’écart avec ses voisins européens, lesquels ont déjà engagé un travail pour ramener leur défi-

cit public à 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025, soit deux ans avant la France dont le déficit public s’élève à 5% du PIB. À 111 % du PIB, la dette française est supérieure de 14 points à son niveau d’avant-crise, tandis que la Grèce, par exemple, «a réduit son ratio de plus de 40 points en trois ans », a fait observer le président de l’institution. «La sortie du “quoi qu’il en coûte” est loin d’être faite (...) Le niveau de dépenses demeure élevé, alors que la croissance va se tasser, on le sait. La récession est évitée pour 2023, mais la croissance va rester faible », a-t-il ajouté. L’incertitude est «inhabituellement élevée », indique le rapport, en raison des risques sur les approvisionnements en gaz, de l’instabilité des prix de l’énergie, ainsi que du relèvement des taux mené par la Banque centrale européenne pour lutter contre l’inflation. Les Sages de la rue Cambon appellent la France à se doter rapidement d’une loi de programmation pluriannuelle des finances publiques. L’absence de cette loi fait peser un risque sur l’encassement des fonds européens, attendus à 12,7 milliards d’euros en 2023

VU D’ALLEMAGNE.

Qui représente le peuple français, la rue ou les élus ?

Par Courrier International

L’étranger ne le perçoit peut-être pas. Mais à travers les protestations contre la réforme des retraites se joue un bras de fer de taille en France, qui dure depuis des siècles : le rôle de la rue et de la représentation du peuple, commente cet hebdomadaire libéral allemand. Ces protestations paraissent “à la fois démodées et spectaculaires”. C’est la réflexion qu’inspirent à Die Zeit, en Allemagne,

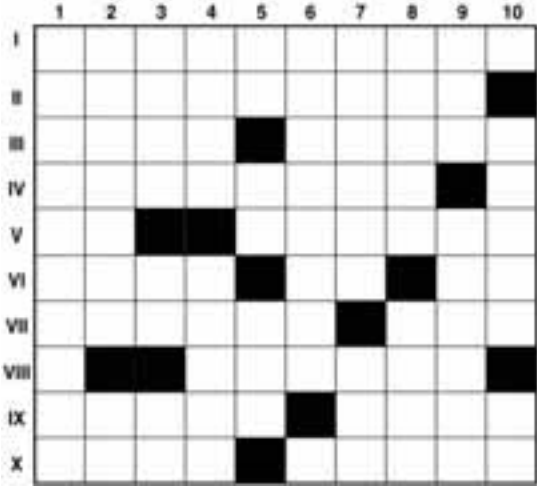
les images de ces millions de personnes descendues dans les rues en France, qui chantent, crient et bravent le froid pendant de longues heures, alors que l’époque permettrait de communiquer sa colère confortablement en un clic sur Twitter. Dans aucun autre pays la rue joue un tel rôle que dans l’Hexagone, rappelle l’hebdomadaire, en s’appuyant sur les travaux de l’historienne française Danielle Tartakowsky. Si

le journaliste Matthias Krupa cite cette spécialiste des mouvements populaires en France, c’est parce qu’il estime qu’“une grande question se pose en ce moment entre Brest et Nice : quel rôle joue la rue en tant que lieu politique ? Et qui représente le peuple ?” Selon Tartakowsky, après une première phase révolutionnaire entre 1789 et 1871 où le peuple a mis les régimes à genoux plusieurs fois, les choses se sont complexi-

fiées. “La démocratie s’installe, le Parlement prend de l’importance, et la rue est domptée. Elle reste un lieu de protestation organisée, mais avec plus de subversion”, explique Die Zeit. Cet équilibre précaire qui s’est installé depuis entre le Parlement et la rue est au centre du bras de fer actuel sur les retraites. Avec une autre spécificité : “C’est parce que les manifestations sont considérées comme un référendum que

le nombre de participants est aussi important et contesté. Plus il y a de personnes dans la rue, plus leurs revendications semblent légitimes.” Pourtant, nul ne devrait se faire d’illusions sur les retraites. Un recul du gouvernement reste improbable. La rue ne gouverne peut-être pas, tel que l’a exprimé l’ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, “mais il est très difficile de gouverner contre la rue en permanence”.

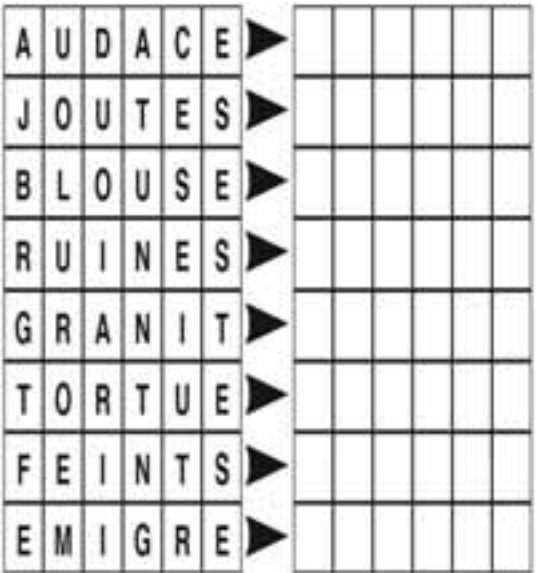
Mots Croisés



Horizontalement :
I. Ils remontent la piste. II. Elle descend de la piste. III. Voie ferrée. Coup de foudre. IV. Beau soulier. V. Négation. Plutôt malin. VI. Déforme. Avant Jésus-Christ. A vu le jour. VII. Ne dure qu'une année. L'une des disciplines du biathlon. VIII. Ensemble de montagnes. IX. Fais une descente. Donnes un siège. X. Petit lutin. Montagnes russes.

Verticalement :
1. Vallée pour skieurs. 2. Fuite. Ski de vitesse. 3. Non religieux. Sur une borne. Conifère. 4. Prénom d'une grande dame du jazz. Ainsi que doit l'être une piste de ski bien préparée. 5. Côtée en Bourse. Initiales républicaines. Pas en forme. 6. Imprévus. 7. Massif alpin. Fait fondre la neige. 8. Pays africain. Fin de partie au flipper. 9. Electro-ncéphalogramme. Harmonisa. 10. Canardé pour son duvet. Haut de gamme.

ANAGRAMMES



REPORTEZ LES ANAGRAMMES DES MOTS DE LA GRILLE DE GAUCHE DANS LA GRILLE DE DROITE, À L'AIDE DES DÉFINITIONS INDIQUÉES.

Les mots fléchés



SOLUTIONS MOTS CROISÉS PRECEDENTS



MOTS MÊLÉS N° 28

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N° 27 : La phrase-mystère est : errare humanum est (l'erreur est humaine)

- | | | | |
|----------|-----------|-----------|---------|
| ALLURE | GOMASIO | KOURILES | SHOGUN |
| ARCHIPEL | HAIKU | KYOTO | SOJA |
| BANZAI | HIROSHIMA | LOTUS | SUDOKU |
| BONSAI | HONSHU | MANGA | SUMO |
| BONZE | HOKKAIDO | MIKADO | SURIMI |
| CATALPA | IKEBANA | NOUILLE | SUSHI |
| EMPEREUR | JEUDI | ORIGAMI | TATAMI |
| ESTAMPE | JUDOKA | OSAKA | TOFU |
| FEMUR | KAMIKAZE | PACIFIQUE | TOKYO |
| FUTON | KARAOKE | SAMOURAI | TSUNAMI |
| GEISHA | KOBE | SEISME | WASABI |



INCIDENTS LORS DU MATCH JSK-EST LES SANCTIONS TOMBENT

La Confédération africaine de football (CAF) a rendu publique, vendredi soir, sa décision concernant les incidents qui ont émaillé les quarts de finale de la Ligue des champions africaine (JS Kabylie contre l'ES Tunis) le 29 avril dernier au stade de Radès en Tunisie. Ainsi, une amende de 300.000 dollars a été infligée au

club tunisien. Outre cette sanction financière, les représentants de la Tunisie devront jouer leurs quatre prochains matchs à huis clos. Dans son communiqué, la CAF a assuré qu'une interdiction de toutes compétitions africaines sur les 12 prochains mois sera infligée contre le club tunisien en cas de récidive.



Alger

23°

Constantine

21°

Oran

22°

Ouargla

29°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:00	12:45	16:30	19:31	21:03

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//DIMANCHE 7 MAI 2023 // N°551 //PRIX 20 DA

L'imam El Maghili, porte-étendard de l'Islam et de la pensée en Afrique

Le rôle de réconciliateur entre des principautés rivales d'El Maghili est également mis en avant par Ahmed Mortadha, universitaire et ancien président de la Ligue des Oulémas et Imams du Sahel, qui relève que l'imam a propagé l'Islam au Nigeria "de manière civilisée et pacifique et sans aucune violence".

Ambassadeur du réformisme religieux, social et politique, porte-étendard de l'Islam dans plusieurs pays d'Afrique, l'imam algérien Mohamed Ben Abdelkrim Al Maghili (1425-1504) avait assuré un rôle pionnier dans la propagation de l'Islam tolérant basé sur une approche globale visant la bonne gouvernance et la stabilité des sociétés africaines. Avec l'apport d'El Maghili, fils de Tlemcen, les populations de nombreux pays d'Afrique ont connu une voie tolérante de l'Islam et une stabi-



lité pérenne, particulièrement dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Pour le secrétaire général du Haut Conseil islamique (HCI), Bouzid Boumediene, El Maghili peut être considéré comme une "nouvelle propagation de l'Islam en Afrique", la longue période passée dans les différents pays a fait de lui "une référence religieuse, sociale et politique qui a aussi appuyé la présence de la tariqa El Qadiria dans le continent". Bouzid Bou-

mediene considère également El Maghili comme "un lien entre l'héritage spirituel algérien et l'héritage spirituel africain". Pour sa part, l'universitaire Hadj Ahmed El Ziouani, descendant de Abdelkrim El Maghili, indique que l'imam est un "réfèrent algérien" qui a établi des "passerelles entre l'Algérie et l'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel" et qui a mis en place les principes d'organisation de ces Etats, comme ce fut le cas

pour le royaume Songhaï du Mali et Haoussa au Nigeria. L'Emir de Kano, Aminu Ado Bayero, et Cheikh de la Tariqa El Qadiria au Nigeria, confirme la "place de choix" qu'occupe l'héritage d'El Maghili et sa personnalité sur les plans religieux et scientifiques, et sa participation à la propagation de l'Islam en Afrique de l'Ouest. Il a également appelé à "exploiter l'héritage intellectuel d'El Maghili", qui a vécu 20 ans dans la ville de Kano, au nord du Nigeria, dans la recherche scientifique et particulièrement dans le champ de la pensée politique. De son côté, le recteur de Djamaâ El Djazaïr, Mohamed Maamoune Al Kacimi Al Hoceini, considère El Maghili comme une "référence algérienne qui a occupé un rang élevé parmi ses contemporains", qui peut nous inspirer aujourd'hui "les voies de la cohabitation et de la fraternité". Le rôle de réconciliateur entre des principautés rivales d'El Maghili est également mis en avant par Ahmed Mortadha, universitaire et ancien président de la Ligue des Oulémas et Imams du Sahel, qui relève que l'imam a propagé l'Islam au Nigeria "de manière civilisée et pacifique et sans aucune violence".

R.N.

IFRIKYA FM, UNE NOUVELLE RADIO ALGÉRIENNE DESTINÉE À L'AFRIQUE

Ifriky FM est une nouvelle station de radio algérienne destinée à l'Afrique. Elle diffuse ses programmes sur les ondes depuis la soirée du mercredi 3 mai 2023. Cette nouvelle station de radio a été lancée à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse lors d'une cérémonie rehaussée par la présence de membres du gouvernement et de directeurs d'établissements médiatiques. S'exprimant à cette occasion, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a mis en exergue l'importance de la diversité du paysage médiatique en Algérie, à travers «le lancement de nouvelles chaînes de télévision thématiques qui ont renforcé récemment le paysage médiatique, et le lancement aujourd'hui d'une nouvelle station de radio dédiée aux questions africaines». Concernant Ifriky FM, Bouslimani a indiqué que cette station radio «partagera toutes les questions avec les Africains, notamment dans les domaines politique, sportif et culturel». La nouvelle radio a mis en place un réseau de onze correspondants dans neuf pays. Il s'agit du Soudan, du Tchad, du Niger, du Mali, de la Mauritanie, du Burkina Faso, de la Libye, de la Centrafrique et du Sahara occidental. Et bientôt, elle aura des correspondants en Afrique du Sud, au Cameroun et au Bénin.

Y.B.

LES ATOUTS TOURISTIQUES DE L'OASIS ROUGE

Pas moins de 3.121 touristes nationaux et étrangers ont visité la wilaya de Timimoun depuis le début de l'année en cours dans le cadre du tourisme saharien. Il s'agit de 2.423 touristes nationaux et 698 autres étrangers de différentes nationalités qui ont bénéficié d'un séjour à Timimoun qui leur a permis de découvrir les potentialités touristiques, culturelles et archéologiques de cette wilaya, a précisé à l'APS la directrice du secteur, Yamina Temmam. Les vieux ksour, les palmeraies et les dunes de sable figurent parmi les endroits les plus visités par les hôtes de l'Oasis rouge qui possède également un patrimoine culturel riche et diversifié, a-t-elle souligné. Le Festival culturel national de l'Ahellil qu'abrite chaque année la wilaya de Timimoun, les spectacles folkloriques, les moussem, l'artisanat traditionnel et le tourisme culturel qui occupe, lui aussi, une place particulière dans la région, sont d'autres leviers de l'attractivité touristique et, par ricochet, économique. La DTA a enregistré cette année une nouvelle dynamique grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics inhérentes aux facilités d'octroi de visas aux touristes étrangers à leur arrivée, ainsi que la programmation de vols supplémentaires vers les régions du Grand Sud algérien, selon la même responsable.

Y.B.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE SEPT MORTS EN 48 HEURES

Sept personnes sont mortes et 422 autres ont été blessées sur nos routes durant les dernières 48 heures. Selon la Protection civile, pas moins de 399 accidents de la circulation ont été enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays durant la même période.

R.N.

PRÈS D'UNE TONNE DE KIF SAISIE PAR LA DOUANE

Dans un communiqué rendu public hier, la Direction générale des douanes a annoncé la saisie de 942 kg de kif traité lors de deux opérations distinctes effectuées à Béchar et à Aïn Sefra (Naâma). Selon la même source, les deux opérations menées en collaboration avec les services de sécurité ont également permis la saisie des moyens de transport utilisés par les narcotrafiquants dans leurs tentatives d'introduction de cette drogue sur le territoire national.

R.N.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'Association des journalistes et correspondants de Béjaïa toujours au rendez-vous

L'Association des journalistes et correspondants de la wilaya de Béjaïa a célébré, comme à l'accoutumée, la Journée de la liberté de la presse qui coïncide avec le 3 mai de chaque année. Un rassemblement et un dépôt de gerbe de fleurs ont été organisés en collaboration avec les services de la wilaya au niveau la place de la Liberté de la presse Said-Mekbel, suivis d'une réception et remise de cadeaux au siège de la wilaya. Une cérémonie a été organisée à l'hôtel du "Lac", au centre-ville de Béjaïa, où des centaines de personnes sont conviées à cet événement, des anciens journa-

listes, correspondants, étudiants en information, des artistes et plusieurs directeurs et des élus locaux, à l'image de l'ancien journaliste de Béjaïa, Blidi Mohamed qui, dans une brève allocution, a félicité tous les organisateurs à l'occasion de cette journée importante. Au terme de cette cérémonie, le P/APW, M. Barkat Bachir, a prononcé un long discours et a félicité les journalistes à l'occasion de cette journée, en affirmant son soutien à tous les journalistes. Dans son intervention, Karim Zirem, un des anciens journalistes de la wilaya de Béjaïa, a donné un aperçu global sur la

situation des médias en général et des journalistes locaux depuis 1990. Une minute de silence a été observée à la mémoire de tous les journalistes décédés et tués, notamment durant la décennie noire. Lors de cette cérémonie, plusieurs thématiques ont été abordées par les anciens journalistes locaux, comme "La pratique journalistique, entre hier et aujourd'hui" et "Les défis de la presse dans le cadre de la nouvelle loi sur les médias". Par ailleurs, un dîner a été offert en l'honneur de tous les journalistes et invités conviés à cette réception.

Idir Mehdaoui